

Cameroun | Rapport sur les Déplacements, Région de l'Extrême-Nord
Round 8 | 8 – 19 Mai 2017



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



United Nations
CERF

Central
Emergency
Response
Fund



Organisation internationale pour les migrations (OIM)
L'organisme des Nations Unies chargé des migrations

Les opinions exprimées dans ce rapport sont celles de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM). Les termes employés et la présentation des faits tout au long du rapport n'impliquent pas l'expression d'une quelconque opinion de la part de l'OIM concernant le statut juridique de tout pays, territoire, ville ou région, ou de ses autorités, ou concernant ses frontières ou limites.¹

L'OIM s'est engagée en faveur du principe qu'une migration humaine et ordonnée bénéficie aux migrants ainsi qu'à la société. En tant qu'organisation intergouvernementale, l'OIM agit avec ses partenaires au sein de la communauté internationale pour: assister à surmonter le challenge opérationnel de la migration; favoriser la compréhension des problématiques migratoires; encourager le développement économique et social au travers des migrations ; et assurer la dignité humaine et le bien-être des migrants.

Organisation Internationale pour les Migrations
UN House Comice
Maroua
Région de l'Extrême-Nord
Cameroun
Cecilia Mann
Tel.: +237 691 794 050
E-mail: cmann@iom.int
Site web: www.globaldtm.info/cameroon/

Tous droits réservés. Aucune partie de ce document ne peut être reproduite, archivée ou transmise sous quelque forme et de quelque façon, électronique, mécanique, photocopie, enregistrement ou autre sans l'accord écrit préalable de l'éditeur.

¹ Les cartes fournies le sont uniquement à titre d'illustration. Les représentations ainsi que l'utilisation des frontières et des noms géographiques sur ces cartes peuvent comporter des erreurs et n'impliquent ni jugement sur le statut légal d'un territoire, ni reconnaissance ou acceptation officielles de ces frontières de la part de l'OIM.



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



DTM

Cameroun | Rapport sur les Déplacements, Région de l'Extrême-Nord, Round 8 | 8 – 19 Mai 2017



Organisation internationale pour les migrations (OIM)
L'organisme des Nations Unies chargé des migrations



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	4
MÉTHODOLOGIE ET CONTEXTE	5
POPULATIONS DÉPLACÉES.....	8
PERSONNES DÉPLACÉES INTERNES (PDI)	15
RÉFUGIÉS NON-ENREGISTRÉS	22
RETOURNÉS	27
TENDANCES	33
ANALYSE QUALITATIVE	34
AU SUJET DE LA DTM	35
ANNEXES.....	36



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



RÉSUMÉ

L'outil de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) de suivi des déplacements de population est nommé Matrice de Suivi des Déplacements ou *Displacement Tracking Matrix* (DTM) en anglais. Il permet, à différents niveaux, de mieux comprendre les déplacements de population là où ils se produisent : leurs raisons, les moyens, les durées, les intentions, les conditions de vie et encore bien d'autres aspects sont autant d'informations recherchées et récoltées auprès de la population déplacée elle-même.

Ce rapport donne un aperçu de la situation dans la Région de l'Extrême-Nord du Cameroun où les déplacements de population sont principalement dus à l'insécurité (notamment liés aux violences liées aux groupes extrémistes armés) et dans une moindre mesure à des phénomènes climatiques. Les informations présentées dans ce rapport ont été récoltées auprès de personnes déplacées, avec l'accord et le soutien des autorités locales et des personnes déplacées pendant la période du 8 au 19 mai 2017.



La population déplacée est estimée à un total de 318 929 individus. 228 443 PDI, 32 459 réfugiés non-enregistrés et 58 027 retournés.



674 villages ont été recensés, comprenant 56 nouveaux villages. 42 villages se sont révélés totalement inhabités, dont 4 étaient nouvellement recensés.



96% des populations déplacées le sont en raison du conflit armé qui a lieu dans la région.



3% des déplacements sont liés aux inondations et autres facteurs climatiques.²



La population déplacée est composée à 51% d'hommes.



La population déplacée est composée à 49% de femmes.



53% de la population est composée de jeunes ayant entre 0 et 12 ans.



Les personnes de plus de 60 ans représentent 3% des déplacés.



52% des ménages déplacés vivent au sein de communautés hôtes, 24% vivent en location, 17% dans des sites spontanés, 4% dans des centres collectifs et 2% en plein-air.



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



² Veuillez noter que le 1% restant est dû à des troubles interethniques/intercommunautaires

MÉTHODOLOGIE ET CONTEXTE

MÉTHODOLOGIE

La collecte des données DTM se fait à travers les 114 énumérateurs déployés dans les 6 départements de la région de l'Extrême-Nord, à savoir le Mayo-Kani, le Mayo-Danay, le Diamaré, le Mayo-Tsanaga, le Mayo-Sava et le Logone-et-Chari. Les énumérateurs sont hiérarchisés entre des points focaux, des chefs d'équipe et des énumérateurs qui sont tous sous la responsabilité de l'équipe DTM basée à Maroua.

Lors de cette collecte, **4 052** ménages ont été recensés et **180** sites ont été ciblés par un échantillonnage représentatif tenant compte des nombres de personnes déplacés internes, retournés et réfugiés non-enregistrés dans chaque site.

Les énumérateurs ont reçu une formation sur la méthodologie de la DTM le 2 et 3 mai à Maroua et le 5 et 6 mai à Kousséri. Cet exercice de renforcement des capacités est reproduit à intervalles réguliers afin de renforcer la capacité locale en collecte et gestion des données.

La collecte se fait à l'aide de tablettes informatisées pour faciliter la récolte et l'analyse des données ainsi que pour optimiser la qualité des données collectées auprès des informateurs clés. Il y a plusieurs questionnaires enregistrés sur ces tablettes, permettant un questionnement approprié pour chaque niveau de l'enquête. Il existe un questionnaire pour le niveau départemental, un pour le niveau des arrondissements, un pour le niveau des villages, et un pour les ménages. Les tablettes sont formatées de telle sorte que les données doivent être cohérentes et complètes, évitant ainsi des erreurs humaines.

Quatre niveaux d'enquête sont réalisés par round :

L'évaluation au **niveau des départements** se fait à travers les points focaux qui travaillent auprès des préfets. C'est également à ce niveau que l'échantillonnage de l'enquête ménage est défini.

Au **niveau des arrondissements**, les chefs d'équipes collectent des données auprès des sous-préfets. C'est à ce niveau que les listes des villages sont mises à jour.

Au **niveau des villages**, ce sont les énumérateurs qui collectent les données auprès des chefs de village et des représentants des déplacés.

Le quatrième et dernier outil de collecte est réalisé au **niveau des ménages** identifiés selon l'échantillon du département, à partir de la liste des villages identifiés au niveau de l'arrondissement et des ménages identifiés par le chef de village.

Les autorités traditionnelles et religieuses sont impliquées à chaque niveau et les résultats finaux sont validés par le gouverneur de la région.

CONTEXTE

Depuis 2014, le Cameroun est affecté par des attaques perpétrées par le groupe d'insurgés nommé Boko Haram. Les attaques et les menaces récurrentes sur les villes et les populations continuent de provoquer le déplacement des populations vivant dans la Région de l'Extrême-Nord. Par sa situation géographique et culturelle (étant frontalière avec le Nigeria et le Tchad), la région a subi des dégâts matériels et humains importants.

L'organisation Internationale pour les Migrations (OIM) a mis en place la matrice de suivi des déplacements (Displacement Tracking Matrix) au Cameroun en Novembre 2015 pour obtenir un aperçu des populations déplacées, retournées et réfugiées (non-enregistrés). Cela a également permis



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



de connaître leurs besoins ainsi que les facteurs renforçant leurs vulnérabilités. Ces informations sont collectées afin d'informer le gouvernement du Cameroun et la communauté humanitaire sur les mouvements dans la Région de l'Extrême Nord.

Afin de faciliter la lecture de ce rapport, les définitions suivantes sont retenues pour les trois catégories de populations cibles :

Une personne déplacée interne (PDI) est une personne qui s'est trouvée dans l'obligation de se déplacer de son lieu de vie habituel vers un autre lieu au sein du même pays. Ce mouvement est provoqué par des facteurs contraignants tels que des catastrophes naturelles ou des conflits.

Un réfugié non-enregistré est une personne ressortissante d'un pays autre que celui où elle se trouve et qui est venue dans ce dernier pour chercher refuge d'une situation à laquelle elle était confrontée dans son pays d'origine, mais qui ne vit pas dans un camp officiel et qui n'est pas enregistré comme réfugiée selon les normes et lois du droit international.

Une personne retournée est une personne vivant dans un lieu autre que son lieu d'origine (que ce soit dans le même pays ou à l'étranger) qui a choisi de retourner à son lieu d'origine.

Ce rapport contient les données collectées entre le **8 et le 19 mai 2017** et présente les informations suivantes concernant les déplacements de personnes: les chiffres par type de déplacement, les données démographiques, l'évolution comparative des déplacements depuis le dernier rapport, la répartition des déplacements en termes de lieu d'origine et de destination, les raisons des déplacements, les types de résidences qu'occupent les populations déplacées, les moyens de subsistance des populations déplacées et les intentions de retour parmi les populations des PDI et retournés et la période de déplacement.

Ces données ont été collectées dans **6 départements comptant 37 arrondissements et abritant 674 villages**, ce qui représente une augmentation de la couverture de la DTM de 56 villages par rapport au dernier rapport. Cette augmentation s'explique par la migration de populations déplacées vers de nouveaux villages³ ainsi que l'assouplissement d'un certain nombre de restrictions sécuritaires par les forces de l'ordre camerounaises, notamment dans le Mayo Sava où l'accès était plus restreint jusqu'à présent. Il faut également noter que 38 villages visités se sont révélés vides ou ont été complètement détruits. Parmi ceux-ci, 26 se trouvaient dans le Logone-et-Chari, 1 dans le Mayo-Kani, 10 dans le Mayo-Sava et 1 se trouvait dans le Mayo-Tsanaga.⁴

LIMITES

La situation sécuritaire volatile marquée surtout par des attaques kamikazes fréquentes est un grand défi en termes d'accès dans la région. Ces contraintes sont liées à la fois aux consignes et interdictions d'accès des forces armées camerounaises et aux mesures préventives internes, car la priorité reste la sécurité de nos équipes. Lors de la collecte du round 8, les énumérateurs dans les villages de Dega, Fadge-Halit, Leimari, Lioromari, Meinari et Soueram dans l'arrondissement de Fotokol et le département du Logone-et-Chari se sont vus refuser l'accès par les militaires. Pour contourner ce problème, les énumérateurs, à l'aide de leurs informateurs clés aux niveaux de l'arrondissement et du

³ Veuillez noter que quand des populations changent de village, bien que leur position géographique change, ils gardent souvent le même nom de village. Nous avons tenu compte de cela dans la collecte et avons privilégié la position géographique au nom du village.

⁴ Veuillez noter qu'il reste toujours un certain nombre de zones qui sont inaccessibles aux énumérateurs d'après les consignes de sécurité militaro-gouvernementales, surtout dans les départements du Mayo Sava et le Logone-et-Chari.



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



département, ont téléphoné aux chefs de village et aux ménages des zones concernées afin d'obtenir les informations nécessaires.

Une deuxième difficulté survient avec la saison des pluies qui restreint l'accès par voies terrestres pour cause d'inondation. Puisque ce problème est plus prévisible que les limitations liées au conflit, les équipes ont déjà mis en place un système de communication avec les informateurs clés dans les zones dites « à risque » pour pouvoir obtenir les informations par d'autres moyens, comme par exemple le téléphone.



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne

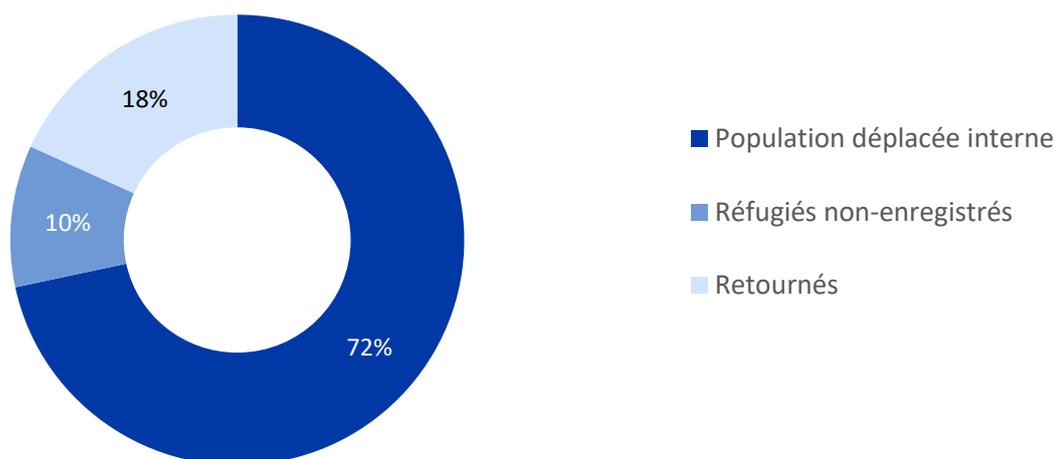


POPULATIONS DÉPLACÉES

FAITS SAILLANTS

Lors du round 8 de la DTM, un total de **318 929** individus a été recensé dont **228 443 PDI** (soit 39 058 ménages), **32 459 réfugiés non-enregistrés** (soit 5 131 ménages) et **58 027 retournés** (soit 9 453 ménages).

Répartition de la population déplacée

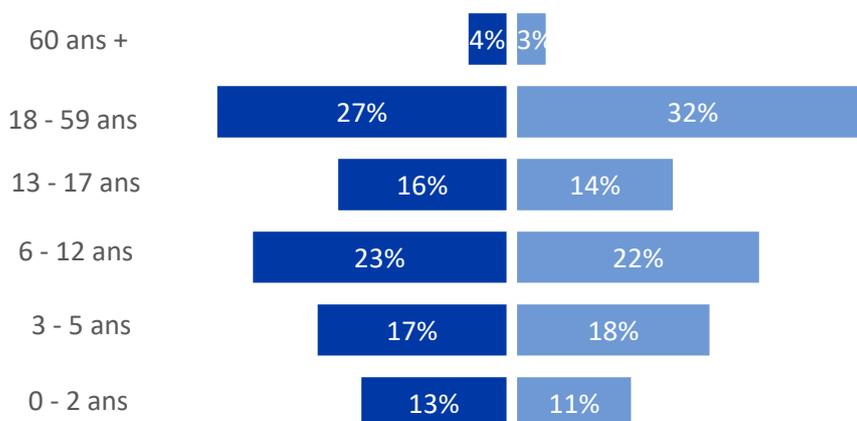


Profil démographique

Des populations cibles, **29%** des chefs de ménage sont des femmes, dont la moyenne d'âge est de 38 ans alors que la moyenne d'âge chez les **71%** d'hommes chefs de ménage est de 44 ans. **67%** de la population a moins de 18 ans dont **44%** ont moins de 5 ans.

La taille moyenne d'un ménage déplacé est de **7.5** personnes. 97% des ménages déplacés ont des enfants et le nombre moyen d'enfants par ménage est 6.

Répartition par âge des populations déplacées



Hommes : 51 % | Femmes 49 %



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



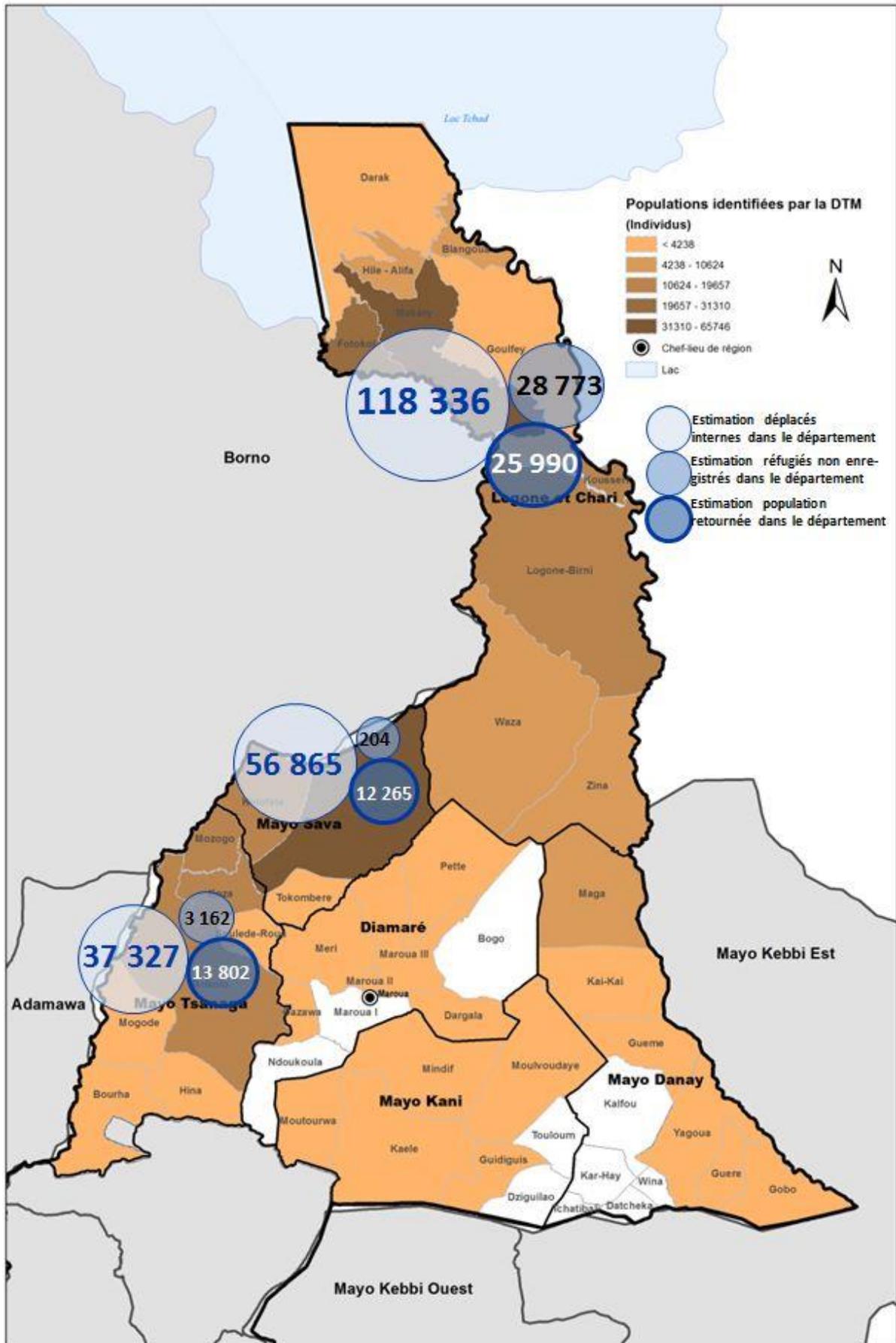
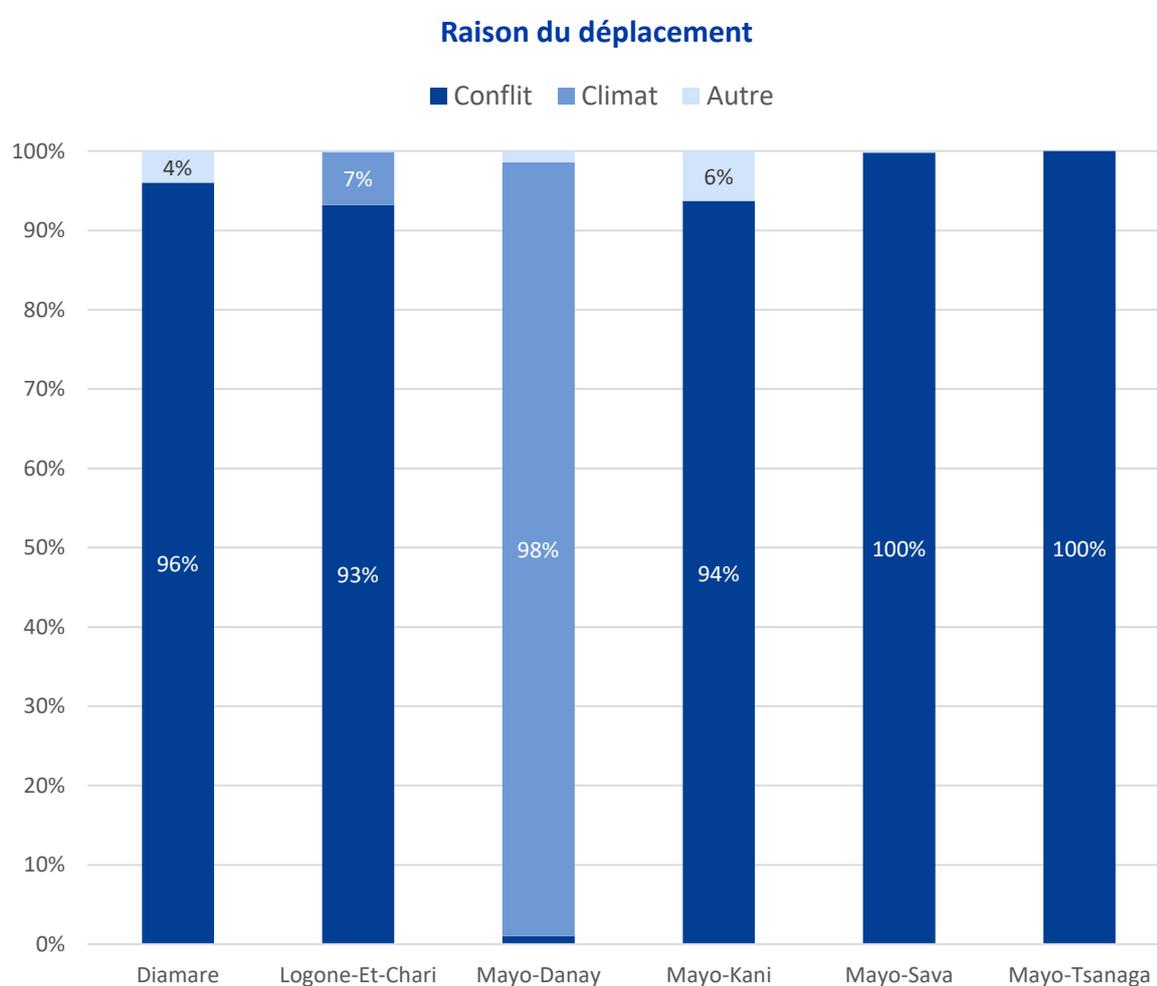


Figure 1: Répartition des trois populations cibles

Raisons du déplacement⁵

96% des populations cibles se sont déplacées en raison du conflit lié à Boko Haram, **1%** se déplace en raison des conflits interethniques et intercommunautaires, notamment au Logone-et-Chari en ce qui concerne les personnes arrivant du Tchad ; et au Mayo-Kani pour les personnes arrivant de Centrafrique. **3%** des déplacements sont liés aux inondations et autres facteurs climatiques. Ceci représente un léger changement par rapport au round 7 du mois de février 2017, à savoir une hausse de **5%** des déplacements liés au conflit et une baisse de **6%** des déplacements liés aux catastrophes naturelles. La hausse des déplacements liés au conflit s'explique par une augmentation en fréquence des attaques de Boko Haram, notamment dans le Mayo-Sava et le Logone-et-Chari. La baisse du nombre de déplacements liés aux catastrophes naturelles s'explique par des mouvements vers des zones aux climats plus stables et moins sujettes aux inondations lors du round 7. De ce fait, une partie de la population s'est déjà éloignée des zones à risques générant potentiellement des déplacements. La saison des pluies étant imminente, il faut s'attendre à une hausse des déplacements liés aux inondations. La période du Ramadan en cours pourrait également avoir un impact sur les déplacements liés au conflit⁶.



Alors que la majorité des déplacés le sont pour des raisons d'insécurité liée au conflit, la nature de cette insécurité peut varier pour chaque déplacé. Lorsque l'on interroge les personnes déplacées sur

⁵ La partie concernant la répartition des lieux d'origine et de destination sera traitée dans les chapitres portant sur les trois populations cibles.

⁶ Cette période est souvent caractérisée par une hausse de violences.

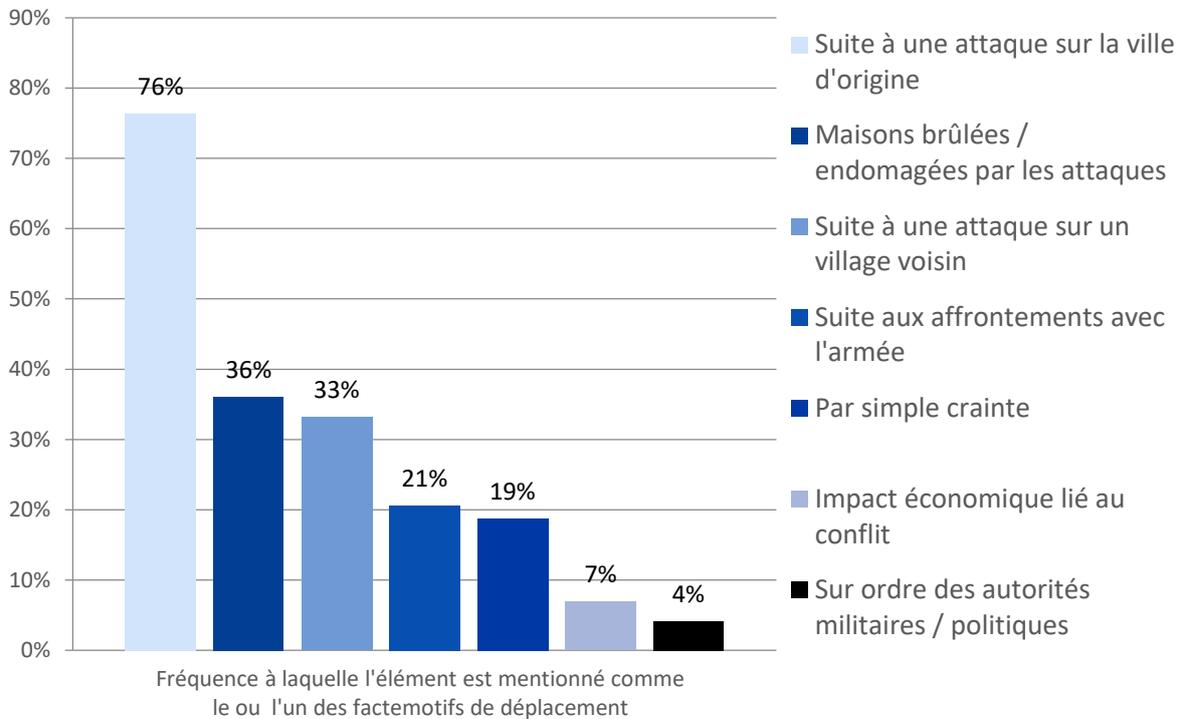


Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



le motif de leur déplacement, ils déclarent le plus souvent avoir fui une attaque sur leur localité d'origine. . Il est à noter que ces motifs ne sont pas exclusifs et une personne pourra prendre la décision de se déplacer pour plusieurs de ces motifs liés au conflit :

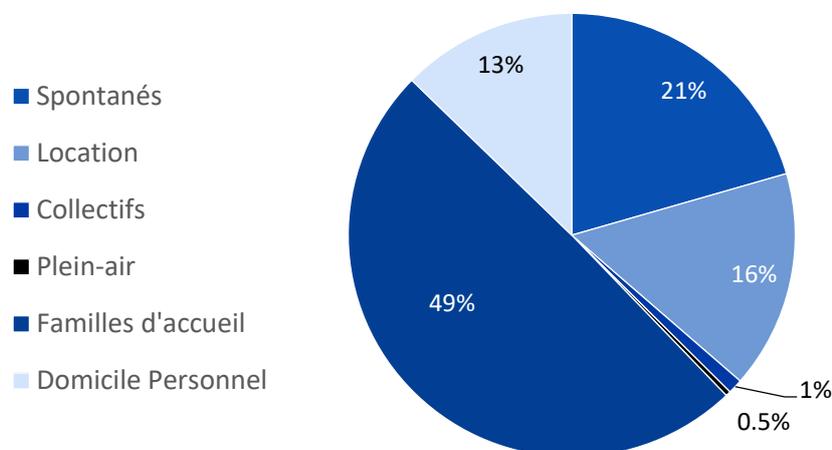
Motifs de déplacements (pour les populations affectées par le conflit)



Répartition des types de ménages

En termes de type d'abri, aucune variation importante par rapport au round précédent n'a été observée. 49% des ménages déplacés vivent dans les familles d'accueil, 16% vivent en location, 21% dans les sites spontanés, 1% dans les centres collectifs et moins de 1% en plein-air.

Types d'abri



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



Moyen de subsistance

Le moyen de subsistance le plus fréquent chez les populations cible est l'agriculture à titre personnel avec 36% de réponse chez les personnes interrogées. Toutefois, ce résultat reflète une baisse par rapport aux activités agricoles exercées avant le déplacement, qui s'explique principalement par la perte des biens (terrains, bétails etc.) survenue lors du déplacement.

Subsistances	Actuellement	Avant déplacement	Variation
Agriculture à titre personnel	36%	71%	-35%
Travail journalier	34%	12%	+22%
Elevage	18%	43%	-25%
Employé agricole	16%	6%	+10%
Collecte de bois	15%	5%	+10%
Commerce autonome	15%	36%	-21%
Aucune	12%	2%	+10%
Pêche	10%	15%	-5%
Artisanat	6%	5%	+1%
Revente de produits agricoles	4%	10%	-6%
Vente de services	2%	2%	inchangé
Emploi privé	2%	2%	inchangé
Vente de biens familiaux	2%	2%	inchangé
Mendicité	2%	0%	+2%
Autre	1%	0%	+1%
Fonctionnaire d Etat	0%	1%	-1%



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne

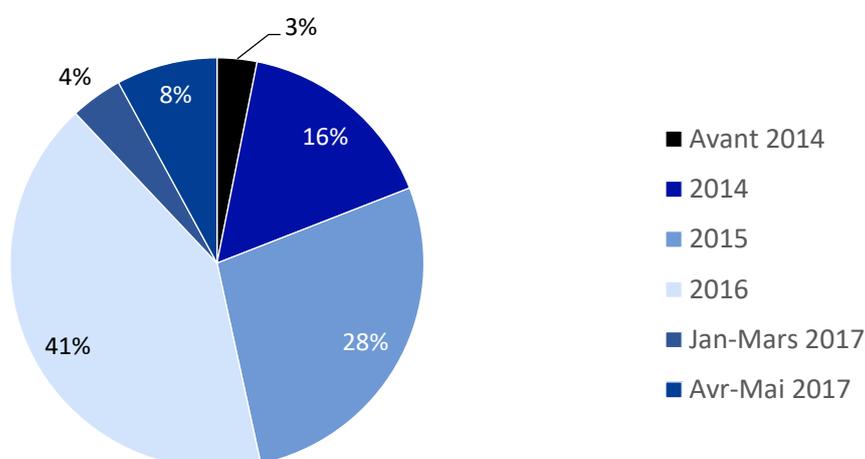


Période du déplacement⁷

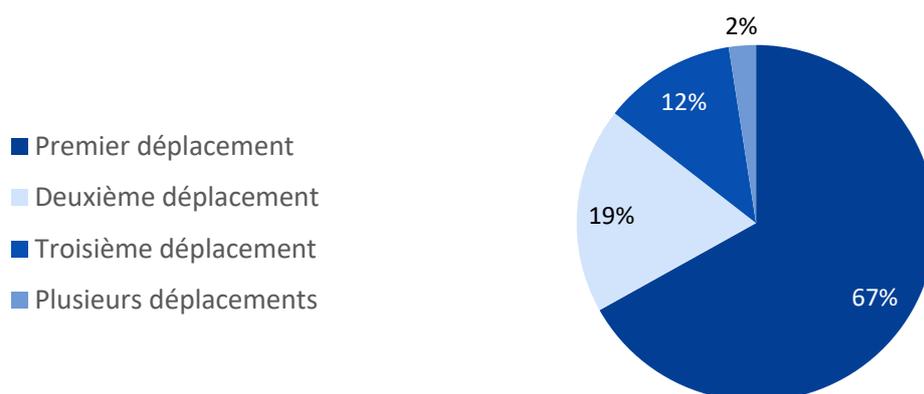
8% de la population s'est déplacée en mai 2017, 4% entre février et mai 2017, 41% entre janvier 2016 et février 2017, 28% en 2015, 16% en 2014 et 3% avant 2014. Les variations entre ces pourcentages et ceux du round 7 sont de moins d'un pourcent et s'expliquent par la présence de nouveaux villages enquêtés sur ce round 8.

Pour la majorité des déplacements, il s'agit d'un premier mouvement. Cependant, près d'un tiers des déplacements sont des déplacements secondaires voire tertiaires, etc. Il faut également tenir compte des nouvelles personnes enrégistrées lors de ce round.⁸

Répartition des déplacements dans le temps



Fréquence des déplacements



⁷ La partie concernant les intentions de retour sera traitée dans les chapitres des PDI et des réfugiés non-enregistrés puisque les faits saillants capturent les tendances globales et les intentions de retour ne s'appliquent pas aux retournés.

⁸ Pour une évaluation plus complète des tendances des déplacements, veuillez-vous référer à la partie « Tendances » de ce rapport.

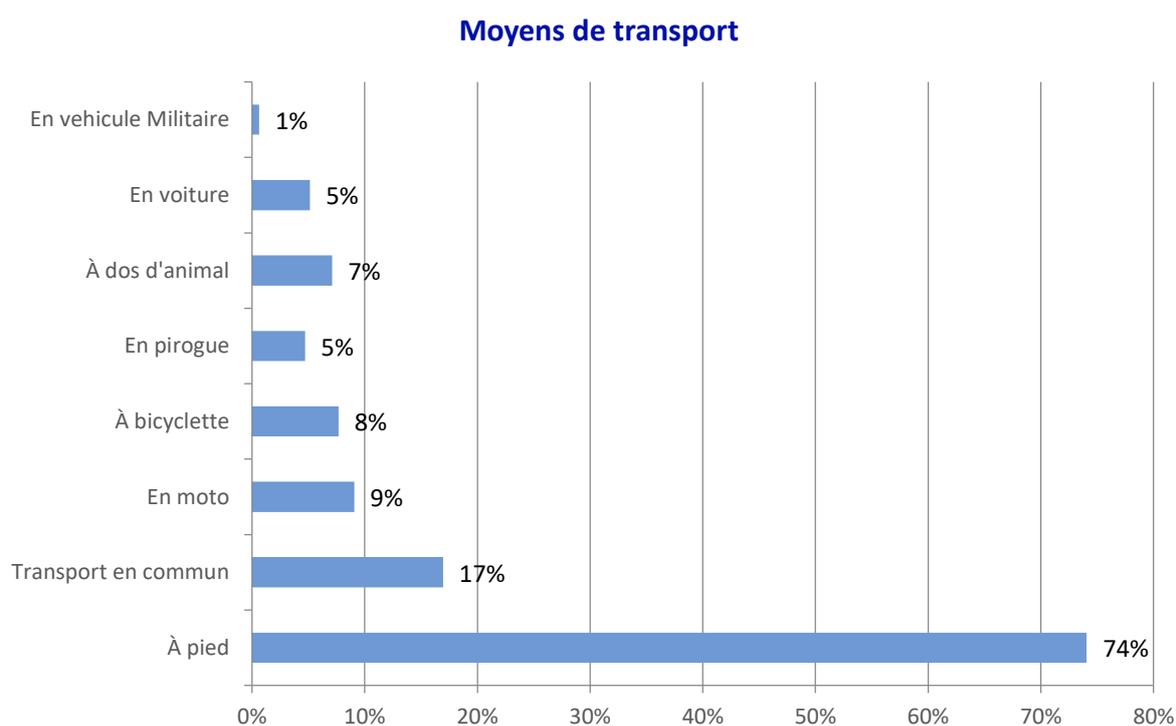
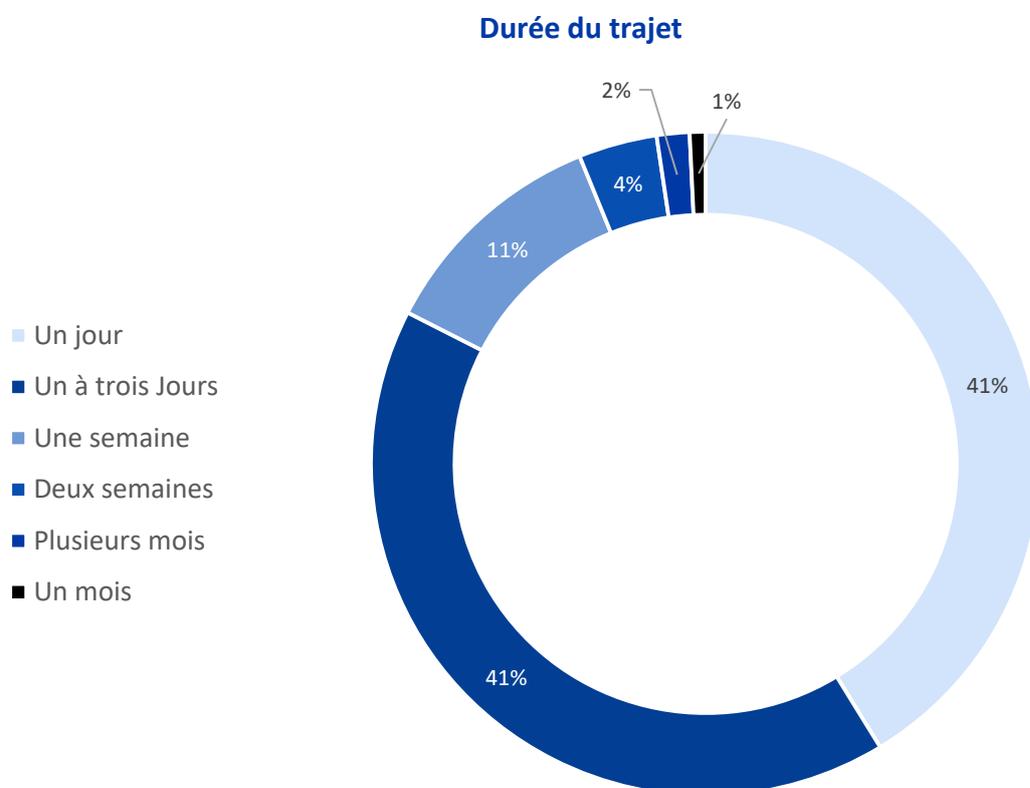


Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



Durée du trajet et moyen de déplacement

La majorité de la population ciblée a indiqué une durée de trajet allant de 1 à 3 jours à pied entre le lieu de résidence habituel avant le déplacement et le lieu de vie actuel.



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



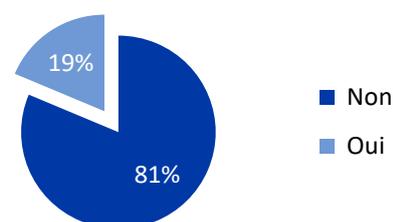
Articles Emportés

Il a été demandé aux personnes déplacées quels effets personnels ou de leur patrimoine ils avaient pu emporter avec eux lors de leur déplacement :

Éléments emportés	Proportion des déplacés
Pièces personnelles/CNI	69%
Vêtements	64%
Moustiquaires	20%
Ustensiles de cuisine	21%
Matériel de couchage	19%
Denrées alimentaires	18%
Troupeaux	10%
Lampe solaire	7%
Matériel Agricole	4%
Médicaments	2%
Matériel d'hygiène	2%
Autres	2%

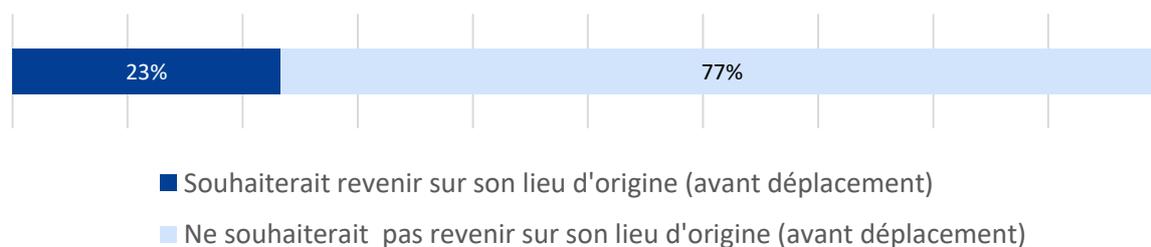
Visite dans zone d'origine

Parmi les populations de PDI et de réfugiés non-enregistrés, **19%** des personnes ont indiqué avoir visité leur zone d'origine depuis leur déplacement initial.⁹ A travers ces visites, les populations avaient pour objectif principal de vérifier l'état de leurs habitations et de rendre visite à leurs proches. À l'inverse, **81%** de cette population de déplacés n'est pas retournée en visite dans leur lieu d'origine. Cette tendance s'explique par les problèmes sécuritaires mais aussi par les éventuelles restrictions d'accès dans certaines zones.



Intention de retour¹⁰

Parmi les populations des PDI et des réfugiés non-enregistrés, **23%** indiquent vouloir retourner dans leurs lieux d'origine. Parmi les personnes envisageant un futur déplacement, que ce soit un retour ou non, la majorité cite des considérations familiales comme principale motivation de retour.



⁹ Les retournés ne sont pas concernés par ces données statistiques.

¹⁰ Les retournés ne sont pas concernés par ces données statistiques

PERSONNES DÉPLACÉES INTERNES (PDI)

D'après la collecte des données du mois de mai 2017, la Région de l'Extrême Nord compte 228 443 personnes déplacées internes. Ceci représente une augmentation de 2% par rapport aux résultats de la collecte du mois de février 2017 (4 801 personnes supplémentaires) et une augmentation de 16% (36 535 personnes de plus) par rapport à ceux de la collecte de décembre 2016. Cette augmentation s'explique principalement par l'amélioration de l'accessibilité de certaines zones pour les équipes de la DTM à travers l'assouplissement des restrictions militaires. Ces résultats reflètent également l'agrandissement de l'équipe d'énumérateurs (une augmentation de 37%, à savoir 42 personnes supplémentaires depuis février 2017) permettant une plus large présence sur le terrain.

Des 4 052 ménages recensés, 2 037 étaient des ménages des PDI dont 35% (714) étaient tenu par des femmes.¹¹

Départements	Round 6	Round 7	Round 8	Évolution 7 – 8
Diamare	4,999	5,490	5,596	+1.9%
Logone-Et-Chari	106,718	113,511	118,336	+4.2%
Mayo-Danay	12,991	12,240	10,073	-17.7%
Mayo-Kani	303	284	246	-13.3%
Mayo-Sava	38,511	56,935	56,865	-0.12%
Mayo-Tsanaga	28,386	35,182	37,327	+6%
Total	191,908	223,642	228,443	

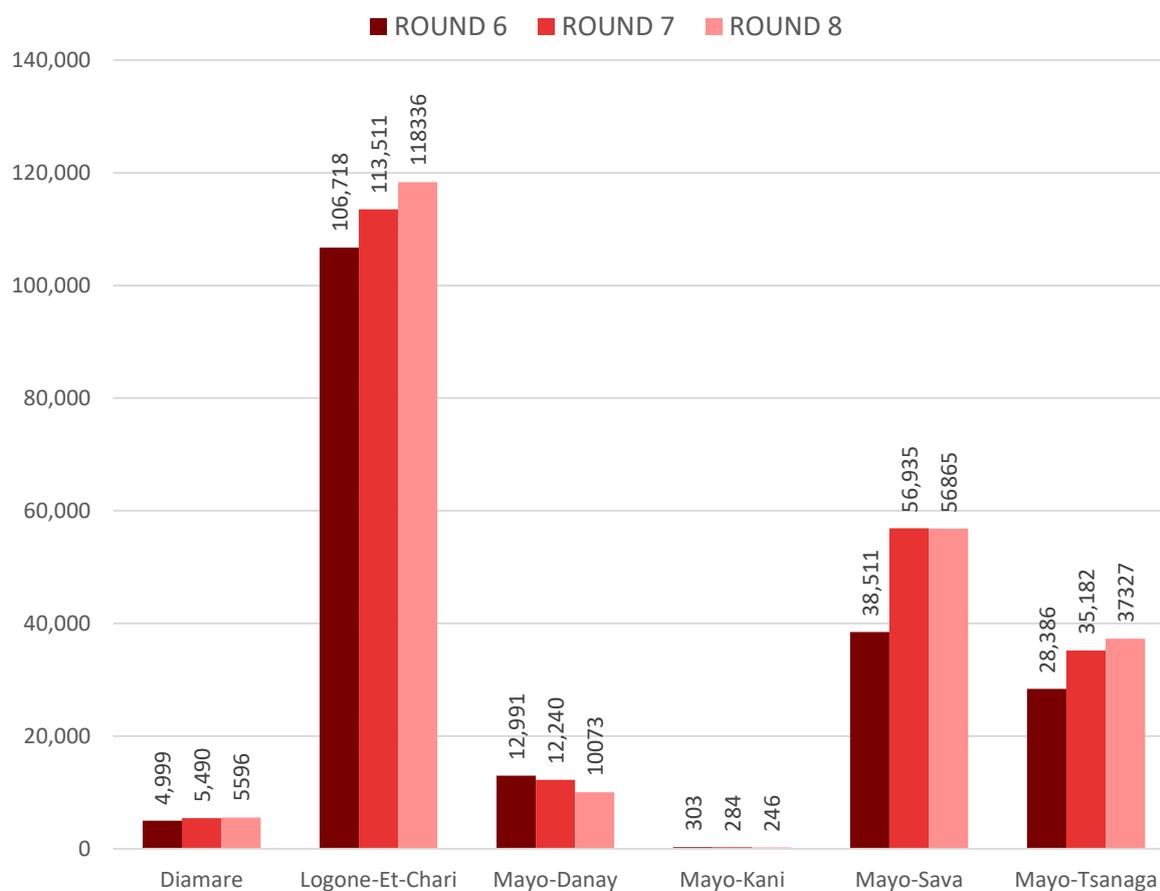
¹¹ Puisque la méthodologie de la DTM n'inclut pas des enquêtes individuels, il est difficile d'obtenir des données désagrègées par sexe fiables. Il serait envisageable de extrapoler la répartition général 51%/49% à chaque group, mais cela ne sera pas nécessairement représentative et c'est pour cette raison que nous avons choisis de ne pas inclure cette information.



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



Évolution du nombre de déplacés internes par département



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



DIAMARÉ

Le Diamaré compte **5 596 PDI** à savoir 2% du total régional. La plupart de ces personnes se concentre dans les arrondissements de Maroua III (2 259 personnes), Pette (2 030 personnes) et Maroua II (741 personnes). Ces personnes proviennent majoritairement du Mayo-Sava (78%), de Diamaré même (9%), 7% venant du Logone-et-Chari, 6% du Mayo-Tsanaga, et 0.3% du Mayo-Danay.

Depuis la dernière collecte du mois de février 2017, on observe une **augmentation de 2%** du nombre de PDI dans le département, à savoir 75 personnes supplémentaires dans l'arrondissement de Meri et 21 dans l'arrondissement de Pette. A Meri, les personnes arrivant de Fotokol et de Kolofata (dans les départements du Logone-et-Chari et du Mayo-Sava) se sont installées au village de Mangafé, suite à des attaques dans leurs villages d'origine. A Pette, les personnes en provenance de Kangelere dans l'arrondissement de Mora dans le Mayo Sava sont venues s'installer dans le village de Tschanaga suite à l'insécurité dans leurs lieux d'origine. Ils ont choisi le village de Tschanaga en raison des liens ethniques avec la population sur place.



Dans le Diamaré, 271 ménages vivent dans des sites spontanés, 499 dans des maisons louées et 202 dans des familles d'accueil.

LOGONE-ET-CHARI

Le Logone-et-Chari accueille un total de **118 336 PDI**, ce qui représente 52% des PDI de la Région. La majorité de cette population se trouve dans les arrondissements de Makary (42 873 personnes), Kousseri (19 610 personnes), Fotokol (18 591 personnes), Logone-et-Birni (12 077 personnes) et Blangoua (7 309 personnes).

Il faut noter une **augmentation de 4%** du nombre de PDI dans le Logone-et-Chari depuis la dernière collecte de février 2017. Cette augmentation s'est manifestée dans les arrondissements de Blangoua (dans 5 villages et notamment celui de Madagascar), Darak (dans 5 villages, notamment Bidienne 2), Fotokol (dans 2 villages), Goulfey (dans 3 villages), Kousseri (dans 6 villages), Logone-et-Birni (dans 6 villages, notamment à Traya), Makary (dans 11 villages, notamment à Djamous) et Waza (dans 5 villages, notamment Patmangai). D'une manière générale, ces mouvements s'expliquent par le fait que les personnes souhaitent s'éloigner des endroits potentiellement dangereux, comme Fotokol par exemple sans pour autant sortir de leur département (soit pour des raisons familiales ou ethniques, économiques, ou par la volonté de protection et surveillance des biens i.e. des terres agricoles). Il faut également noter que les mouvements suivent parfois les rumeurs au sujet des lieux de distributions ou assistances humanitaires.

Le nouvel accès à certains villages de ce département (60% des nouveaux villages se trouvent dans le Logone-et-Chari) explique également l'augmentation du nombre de PDI constatée depuis la dernière collecte.



Dans le Logone-et-Chari, 12 888 ménages vivent dans des familles d'accueil, 3 505 dans des maisons en location, 2 755 ménages vivent dans des sites spontanés, 12 dans les centres collectifs et 6 en plein air.

MAYO-DANAY

10 073 PDI résident dans ce département, ce qui représente 4% du total régional. Les arrondissements qui accueillent le plus grand nombre de PDI sont Maga (5 217 personnes), Gueme (1 618 personnes), Gobo (1 301 personnes) et Yagoua (1 128 personnes).



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



Dans le département du Mayo-Danay, on observe une **diminution de 18%** du nombre de PDI. Cette diminution est plus forte dans les arrondissements de Kai-Kai (-56%) et de Maga (-22%) et s'explique par le retour des personnes qui s'étaient déplacées dans le département en attendant les pluies. Comme l'arrivée des pluies s'est fait tardivement, les personnes ont préféré retourner sur leurs lieux d'origine.



Dans le Mayo Danay, 106 ménages vivent dans des sites spontanés, 252 dans des maisons en location, 1 364 dans des centres collectifs, 26 en plein air et 441 dans des familles d'accueil.

MAYO-KANI

Le Mayo-Kani est le département ayant le moins de PDI, à savoir **246, soit moins de 0.01%** du total régional. Ce département étant éloigné des zones d'insécurité, il n'accueille qu'un nombre limité de de populations fuyant le conflit. On observe cependant une variation de la présence des PDI dont la mobilité est influencée par les changements climatiques puisque le département comprend des zones de pâturage importantes.

Le Mayo-Kani a également connu une **baisse 13%** du nombre de PDI, notamment dans l'arrondissement de Mindif où 45 personnes sont parties rejoindre les villages de Gagadji, Ngouma, Mogon et Doyan. Ce départ de Mindif s'explique par la recherche de zones de pâturage en vue de la saison pluvieuse imminente.



Dans le Mayo-Kani, 10 ménages déplacés vivent dans des maisons loués et 38 dans des familles d'accueil.

MAYO-SAVA

Avec **56 835 PDI** (25% du total Régional), ce département concentre la deuxième plus grande proportion de populations déplacées internes. Les arrondissements de Kolofata (11 841 personnes) et Mora (43 143 personnes) sont régulièrement affectés par les incidents sécuritaires ; ce qui explique l'intensité des mouvements des populations déplacées.

Dans le département du Mayo-Sava, on observe une **diminution d'1%** du nombre de PDI. Cette diminution s'observe notamment dans les arrondissements de Kolofata, où le village de Gouzoudou est particulièrement touché par les mouvements de personnes cherchant des loyers moins élevés ailleurs. A Mora, où 8 villages sont concernés, la baisse du nombre de PDI est liée à la fois à la situation sécuritaire et au fait que les populations recherchent des zones de pâturage, notamment sur la plaine de Tokombéré.



Dans le Mayo Sava, 3 356 ménages vivent dans des sites spontanés, 4 599 dans des maisons en location, 208 dans des centres collectifs, 699 en plein air et 1 812 dans des familles d'accueil.

MAYO-TSANAGA

Ce département accueille **37 327 PDI**, 16% du total régional, principalement dans les arrondissements de Koza (17 677 personnes), Mozogo (8 760 personnes) et Mokolo (8 306 personnes).

Dans le département du Mayo-Tsanaga, on constate une **augmentation de 6%** du nombre de PDI. La population déplacée est répartie entre 22 villages de l'arrondissement de Koza, 9 villages de



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne

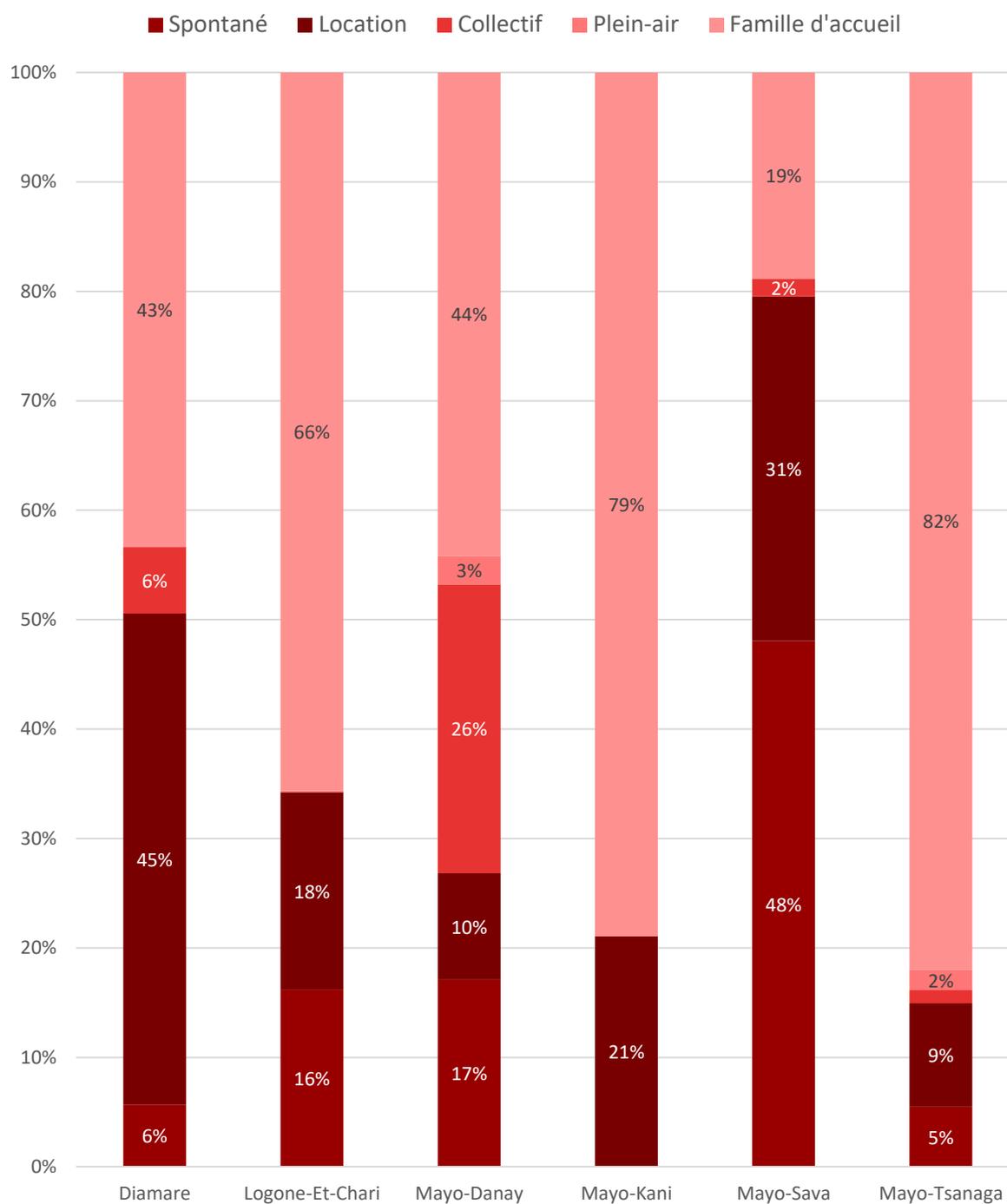


l'arrondissement de Mokolo, 20 villages de Mozogo et 7 villages de Soulede-Roua. La majeure partie de ces déplacements s'explique par la recherche de travaux saisonniers liés à la saison des pluies.



Dans le Mayo Tsanaga, 200 ménages vivent dans des sites spontanés, 418 dans des maisons en location, 103 dans des centres collectifs, 186 en plein air et 5 046 dans des familles d'accueil.

Types d'abri pour les populations déplacées internes



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



RÉFUGIÉS NON-ENREGISTRÉS

D'après la collecte de données du mois de mai 2017, la région de l'Extrême Nord compte **32 459 réfugiés non-enregistrés**. Ces résultats reflètent une **augmentation de 6% en comparaison avec ceux** de la collecte du mois de février 2017 (1 866 personnes de plus) et une augmentation de 39% (9 029 personnes de plus) par rapport à la collecte de décembre 2016. Cette augmentation s'explique principalement par l'identification de nouveaux villages ainsi que par l'amélioration des conditions d'accès des énumérateurs, notamment dans les départements du Logone-et-Chari et le Mayo Sava.

Les réfugiés non-enregistrés dans tous les départements sauf le Mayo-Danay viennent du Nigeria.¹² Au Mayo Danay, 39 personnes (0.12%) viennent du Tchad. Toutes ces personnes viennent au Cameroun à la recherche de conditions sécuritaires plus stables que chez eux, où la crise de Boko Haram les a fait fuir.

Des 4 052 ménages recensés, 713 étaient des ménages des réfugiés non-enregistrés, dont 24% (170) étaient tenu par des femmes.¹³

La répartition des réfugiés non-enregistrés par arrondissement évolue depuis le round 6 comme suit :

Départements	Round 6	Round 7	Round 8	Variation 7 - 8
Diamare	170	268	166	-38%
Logone-Et-Chari	19,569	26,731	28,773	+7.6%
Mayo-Danay	141	206	143	-30.5%
Mayo-Kani	2	2	11	n/a
Mayo-Sava	0	0	204	n/a
Mayo-Tsanaga	3,548	3,386	3,162	-6.6%
Total	23,430	30,593	32,459	

¹² Voir carte sur la page 23.

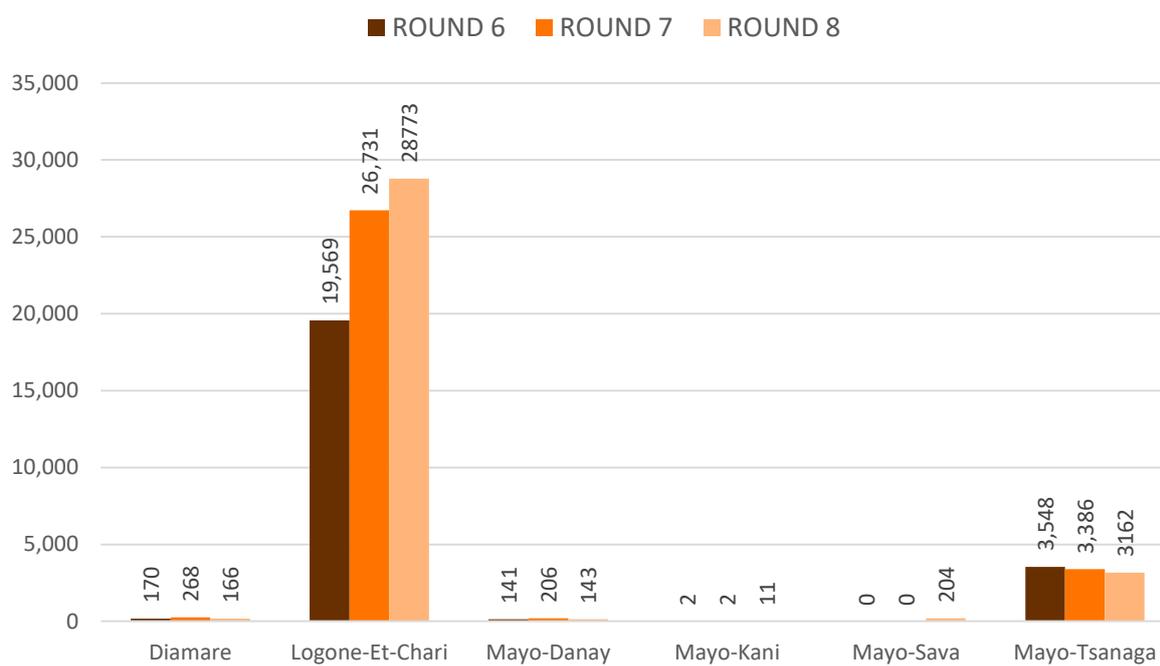
¹³ Puisque la méthodologie de la DTM n'inclut pas des enquêtes individuels, il est difficile d'obtenir des données désagrégées par sexe fiables. Il serait envisageable de extrapoler la répartition général 51%/49% à chaque group, mais cela ne sera pas nécessairement représentative et c'est pour cette raison que nous avons choisis de ne pas inclure cette information.



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



Évolution de nombre de Réfugiés non-enregistrés



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



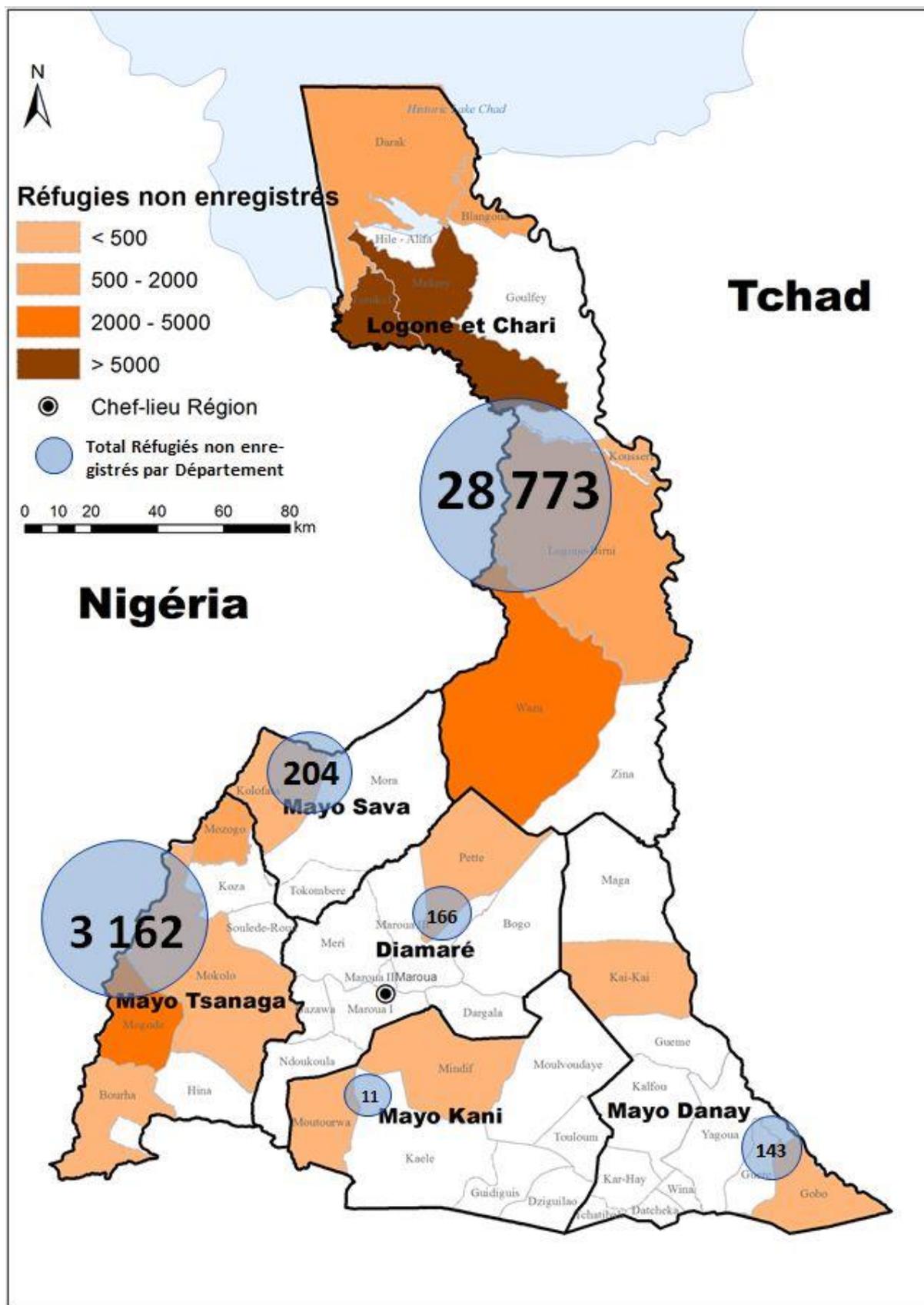


Figure 3 Répartition des réfugiés non enregistrés



Financé par la protection civile et l'aide humanitaire de l'Union européenne



DIAMARÉ

Le Diamaré compte **166 réfugiés non-enregistrés** à savoir 0.5% du total régional. Ces résultats font apparaître une **diminution de 38%** par rapport aux résultats de la collecte de février 2017 (102 personnes de moins). Cette diminution s'explique par le fait que les réfugiés sont retournés dans leurs localités d'origine. Dans l'arrondissement de Pette en particulier, on note des mouvements de retour importants au Nigeria par le couloir Mora-Kolofata en direction de Banki (ville du Nigeria voisine).



Dans le Diamaré, la majorité (43) des ménages des réfugiés non-enregistrés vivent dans des sites spontanés et 7 ménages vivent dans des familles d'accueil.

LOGONE-ET-CHARI

Le Logone-et-Chari accueille un total de **28 773 réfugiés non-enregistrés**, ce qui représente 89% des réfugiés non-enregistrés de la région. Cela représente une **augmentation de 8%** par rapport aux résultats de la collecte de février 2017 (2 042 personnes de plus). La majorité de cette population se trouve dans les arrondissements de Fotokol (7 637 personnes), Makary (7 396 personnes), et Zina (3 897 personnes). L'augmentation que l'on constate est due à une plus large couverture de villages autrefois inaccessibles aux énumérateurs DTM pour des raisons de sécurité ainsi qu'à l'identification de nouveaux villages. Il faut constater aussi une diminution du nombre de réfugiés non-enregistrés dans l'arrondissement de Blangoua qui s'explique par leur retour au Nigeria.



Dans le Logone-et-Chari, 2 533 des ménages des réfugiés non-enregistrés vivent dans des familles d'accueil, 1 541 vivent dans des sites spontanés, 185 vivent dans des maisons en location, 10 dans des centres collectifs et 7 en plein air.

MAYO-DANAY

143 réfugiés non-enregistrés résident dans ce département, ce qui représente 0.4% du total régional. Ceci représente une **diminution de 31%** par rapport aux résultats de la collecte de février 2017 (63 personnes de moins). La plupart de ces personnes se concentrent dans l'arrondissement de Guère (963 personnes). Cette diminution est due au retour de ces personnes dans leur pays d'origine, soit parce que la situation sécuritaire s'y est améliorée, soit parce que l'assistance humanitaire au Cameroun a diminué (cette raison été invoquée par 87% des personnes retournant au Tchad depuis l'arrondissement de Kai-Kai). Cependant, on note une augmentation du nombre de réfugiés non-enregistrés dans l'arrondissement de Guère qui s'explique par des naissances survenues depuis la dernière collecte.



Dans le Mayo Danay, 24 ménages des réfugiés non-enregistrés vivent dans des maisons en location et 17 dans des familles d'accueil.

MAYO-KANI

11 réfugiés non-enregistrés se trouvent dans ce département, ce qui représente 0.03% du total régional. Ces résultats reflètent une **augmentation de 450%** par rapport à la collecte de février 2017 (9 personnes de plus). Ces réfugiés se trouvent dans l'arrondissement de Mindif. Cette augmentation s'explique par leur déplacement depuis Pette en vue de la saison des pluies imminente.



Dans le Mayo-Kani, le seul ménage des réfugiés non-enregistrés vit dans une famille d'accueil.



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



MAYO-SAVA

Avec **204 réfugiés non-enregistrés**, (0.6% du total Régional), ce département concentre la troisième plus grande proportion de cette population cible. Ce résultat traduit une **augmentation de 204%** du nombre de réfugiés non-enregistrés par rapport aux résultats de la dernière collecte de données (204 personnes supplémentaires). Pour la première fois, des personnes faisant partie de cette population cible dans ce département ont été enregistrées. Ces populations arrivent du Nigeria d'où elles ont été libérées par les interventions de la Force Multinationale Conjointe dans les villes de Kerawa, Goche, Mogono et Madagali. Ces personnes se sont installées dans les villages de Gouzoudou, Mayo Guelin et Gance dans l'arrondissement de Kolofata.



Dans le Mayo Sava, parmi les 31 ménages de réfugiés non-enregistrés, 17 vivent dans des centres collectifs et 14 dans des sites spontanés.

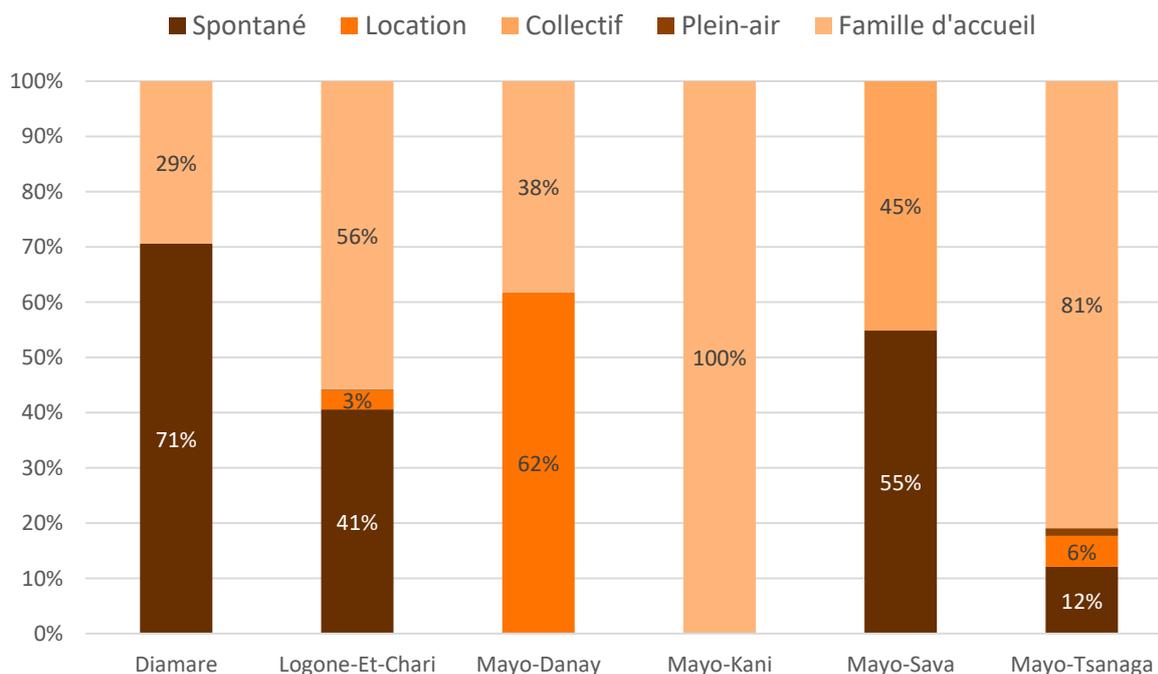
MAYO-TSANAGA

Ce département accueille **3 162 réfugiés non-enregistrés**, 10% du total régional. Ce résultat indique une **augmentation de 7%** par rapport aux résultats de la dernière collecte de données (224 personnes supplémentaires). La population cible se concentre dans 3 arrondissements, à savoir Mokolo (6 055 personnes), Mozogo (4 744 personnes) et Bourha (1 566 personnes). Cette diminution s'explique par les opérations de retour au Nigeria. On constate une diminution de 44% des réfugiés non-enregistrés venant des villages de Yele, Sir et Mogode au Nigeria ainsi que des retours au Nigeria dans les villages Camerounais de Metchiga, Kamale, Patak et Madagala. L'arrondissement de Mokolo a connu une hausse de 25% du nombre de réfugiés non-enregistrés qui vivaient aux alentours du camp de Minawao auparavant et qui sont venus à Mokolo à la recherche d'activités génératrices de revenus.



Dans le Mayo Tsanaga, 459 des ménages de réfugiés non-enregistrés vivent dans des familles d'accueil, 87 dans des sites spontanés, 37 dans des maisons en location, 32 en plein air et 4 dans des centres collectifs.

Types d'abris pour les populations réfugiées



Financé par la protection civile et l'aide humanitaire de l'Union européenne



RETOURNÉS

D'après les résultats de la collecte du mois de mai 2017, la région de l'Extrême Nord compte 58 027 personnes retournées. Ces résultats traduisent une **augmentation de 34%** par rapport aux résultats de la collecte du mois de février 2017 (14 592 personnes de plus) et une augmentation de 63% (22 362 personnes de plus) par rapport à ceux de la collecte de décembre 2016. Cette augmentation s'explique principalement par un retour à la stabilité dans certaines zones comme par exemple le village de Kerawa dans le Mayo-Sava qui a encouragé d'importants retours, ainsi que par l'arrivée de la saison pluvieuse et les déplacements cycliques liés au climat (pâturages).

Des 4 052 ménages recensés, 1 302 étaient des ménages des retournées dont 22% (292) étaient tenu par des femmes.¹⁴

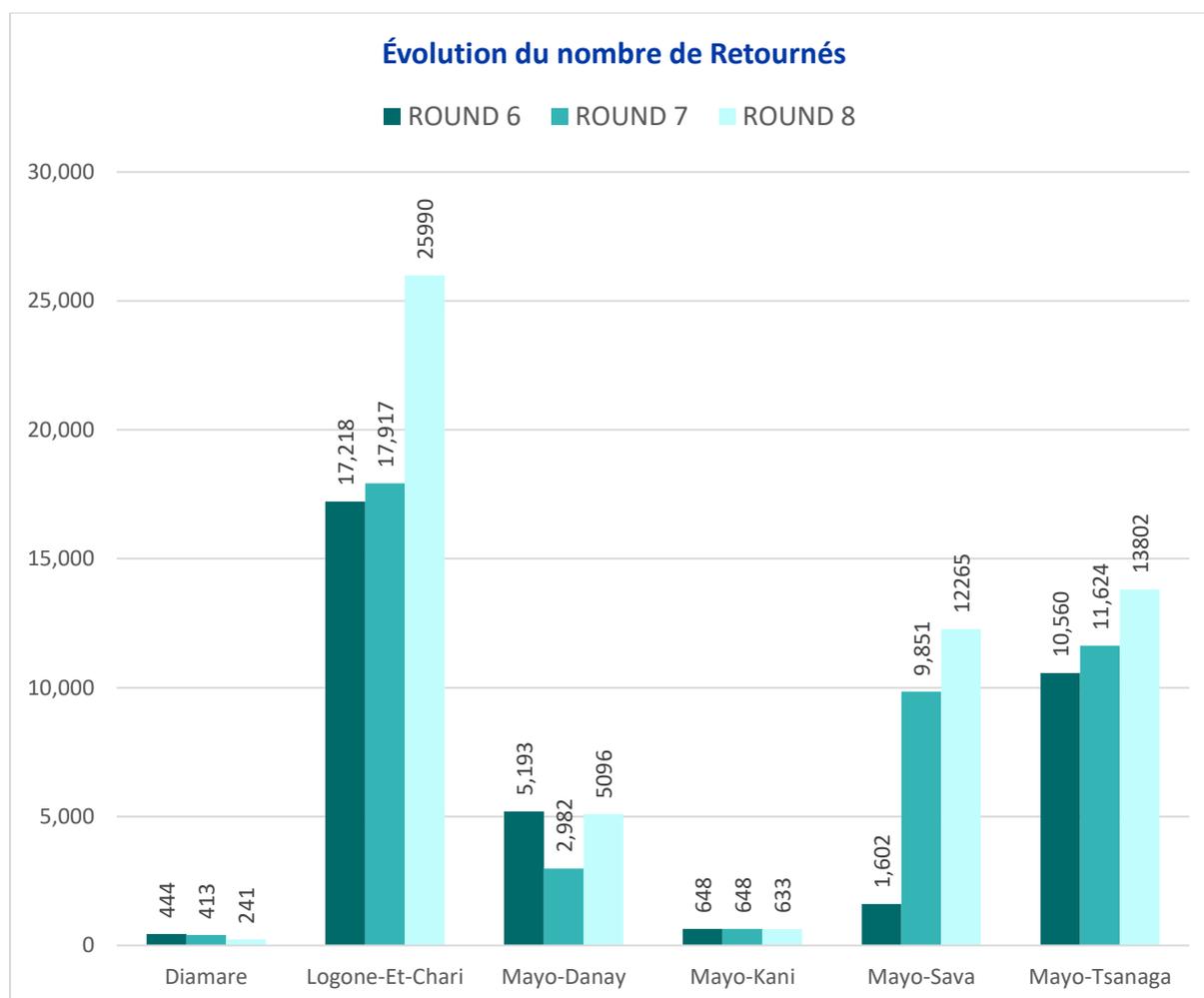
Départements	Round 6	Round 7	Round 8	Variation 7 – 8
Diamare	444	413	241	-41.64%
Logone-Et-Chari	17,218	17,917	25,990	+45.05%
Mayo-Danay	5,193	2,982	5,096	+70.89%
Mayo-Kani	648	648	633	-2.31%
Mayo-Sava	1,602	9,851	12,265	+24.5%
Mayo-Tsanaga	10,560	11,624	13,802	+18.73%
Total	35,665	43,435	58,027	

¹⁴ Puisque la méthodologie de la DTM n'inclut pas des enquêtes individuels, il est difficile d'obtenir des données désagrégées par sexe fiables. Il serait envisageable de extrapoler la répartition général 51%/49% à chaque group, mais cela ne sera pas nécessairement représentative et c'est pour cette raison que nous avons choisis de ne pas inclure cette information.



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne





Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



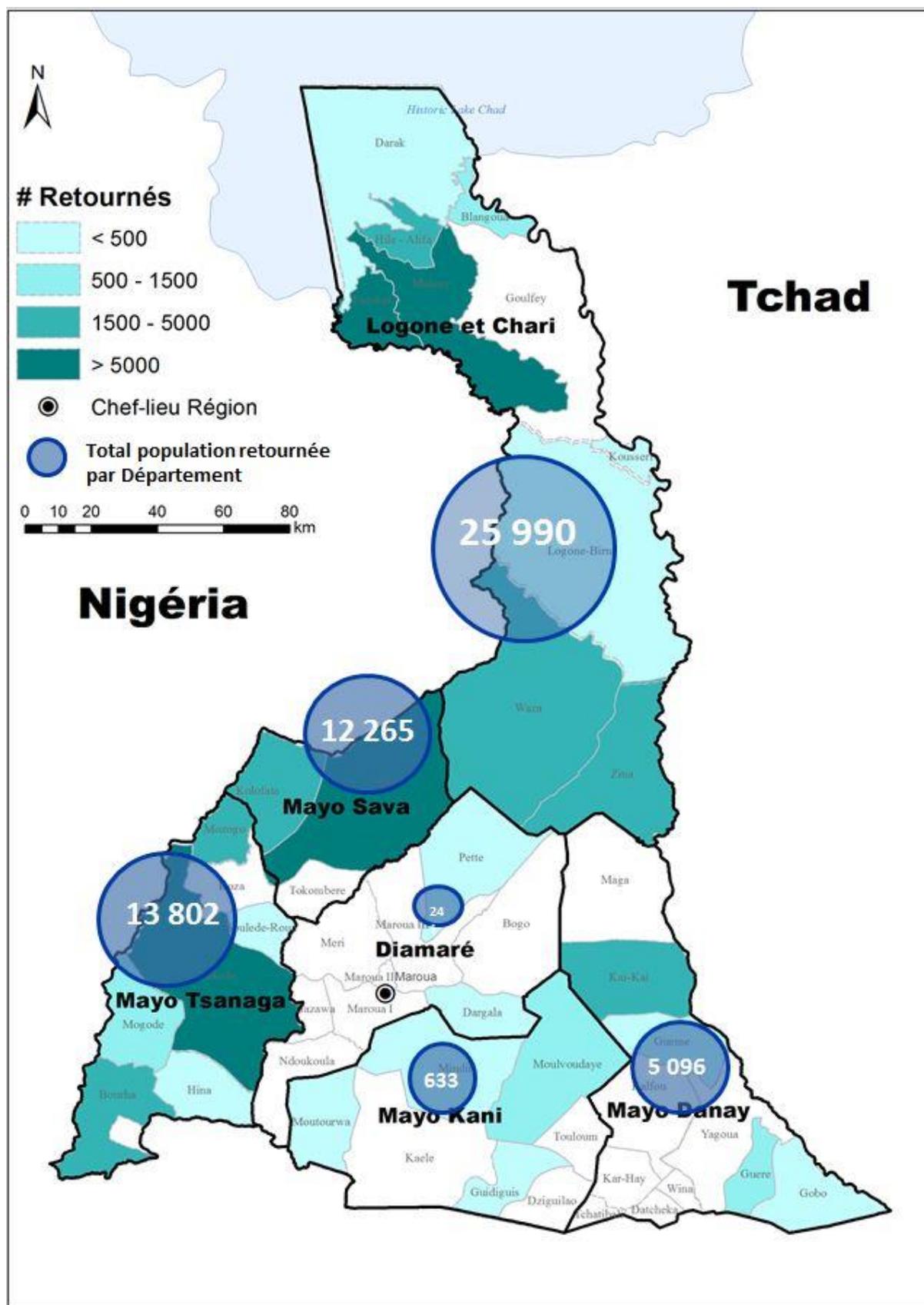
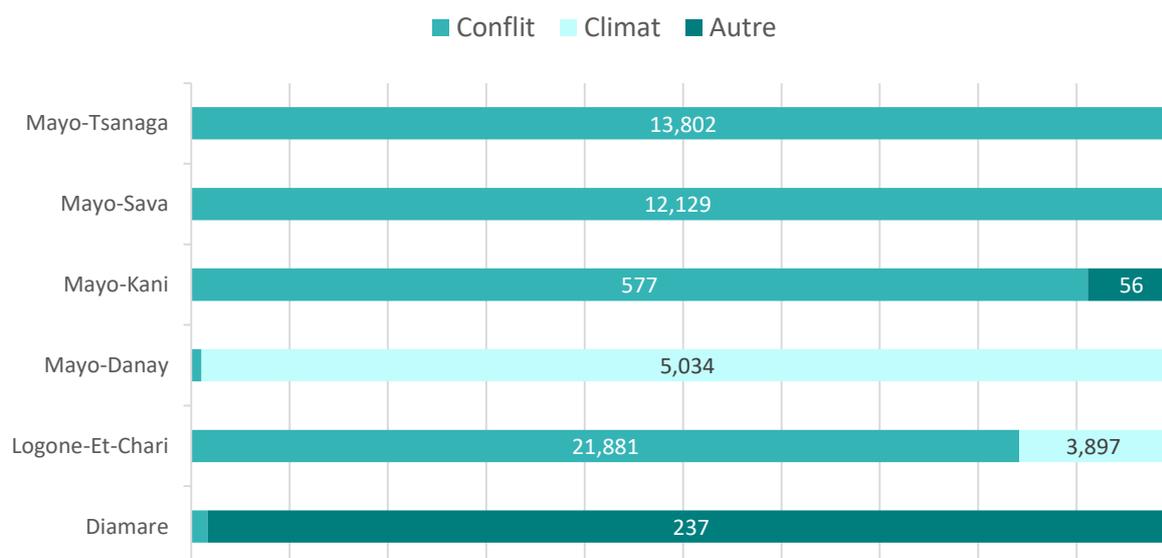


Figure 4 Répartition des retournées

Motifs du retour



DIAMARÉ

Le Diamaré compte **241 retournés** à savoir 0.04% du total régionale. Ce résultat traduit une **diminution de 42%** depuis la collecte de février 2017. Cette population se concentre principalement dans le village de Kalaka dans l'arrondissement de Dargala (103 personnes).

Ces personnes rentrent majoritairement de Centrafrique. Toutefois, quatre (4) personnes sont revenues d'un déplacement au Cameroun, dans le Mayo-Sava, et se sont réinstallées dans l'arrondissement de Pette. Les retours de Centrafrique sont liés à la fois à la dégradation de la situation sécuritaire sur place et à l'amélioration de la situation sécuritaire dans leur lieu d'origine.



Dans le Diamaré, la majorité (46) des ménages vit dans des familles d'accueil. Trois ménages se trouvent dans des maisons en location, 1 dans un site spontané et 1 de retour chez soi.¹⁵

LOGONE-ET-CHARI

Le Logone-et-Chari accueille un total de **25 990 retournés**, ce qui représente 46% des retournés de la région. Ce résultat reflète une **augmentation de 45%** par rapport aux résultats de la collecte de février 2017. La majorité de cette population se trouve dans le village de Fotokol, ville située dans l'arrondissement du même nom (7 637 personnes) ainsi que dans le village d' Afadé situé dans l'arrondissement de Makary (5 711) personnes). La majorité de ces personnes rentraient d'un déplacement au sein du Cameroun (25 648 personnes), plus précisément de déplacements dans le Mayo Sava. Les 342 personnes restantes sont rentrées d'un déplacement au Nigeria. Les retours du Nigeria ainsi que ceux du Mayo Sava sont liés à la perception selon laquelle les conditions sécuritaires se sont améliorées dans leur localité d'origine.



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



¹⁵ Veuillez noter que 'chez soi' fait référence à l'abri que la personne ou le ménage occupait avant le déplacement.



Dans le Logone-et-Chari, 2 245 ménages sont rentrés dans leurs habitations d'origine, 704 vivent chez des familles d'accueil, 137 vivent dans des sites spontanés, 12 dans des maisons en location et 5 vivent en plein air.

MAYO-DANAY

5 096 retournés résident dans ce département, ce qui représente 9% du total régional. Ce résultat représente une **augmentation de 71%** par rapport à la collecte de février 2017. L'arrondissement de Kai-Kai accueille le plus grand nombre de retournés dans les villages de Bariagodjo (1 200 personnes) et Beguepalam (1 284 personnes). La majorité des retours proviennent du Mayo Sava (5 046 personnes), du Nigéria (41) et de Centrafrique (9). Les retours internationaux peuvent être liés à une perception de l'amélioration de la situation sécuritaire dans les localités d'origine ; tandis que les retours de déplacés provenant de l'intérieur du Cameroun s'expliquent largement par l'arrivée de la saison des pluies et peuvent donc être interprétés comme des mouvements saisonniers.



Dans le Mayo Danay, 266 ménages ont pu réintégrer leurs habitations originales, 133 vivent dans des sites spontanés, 4 dans des maisons en location, 4 dans des centres collectifs, 15 en plein air et 75 dans des familles d'accueil.

MAYO-KANI

633 retournés se trouvent dans ce département, ce qui représente 0.1% du total régional. Ce résultat traduit une **diminution de 2%** par rapport aux résultats de la collecte de février 2017. 471 de ces personnes se trouvent dans le village de Moulvoudaye Centre situé dans l'arrondissement du même nom. Au Mayo-Kani, la grande majorité des retours proviennent du Nigeria (571 personnes), suivi des retours de Centrafrique (56 personnes). 6 personnes sont rentrées depuis le Mayo-Tsanaga et le Mayo-Sava. Les retours de l'étranger sont liés à l'amélioration de la situation sécuritaire dans le département d'origine, alors que les retours depuis une autre région du Cameroun s'expliquent par l'imminence de la saison des pluies.



Dans le Mayo-Kani, 11 ménages ont pu réintégrer leurs habitations d'origine et 105 vivent dans des familles d'accueil et 3 dans des maisons en location.

MAYO-SAVA

Avec **12 265 retournés**, (21% du total régional), ce département concentre la troisième plus grande proportion de populations retournées. Ce résultat reflète une **augmentation de 25%** par rapport aux résultats de la dernière collecte des données. L'arrondissement de Kolofata, et plus précisément la ville d'Amchidé, héberge la plus grande population de retournés (3 787 personnes). Tous les retours dans ce département proviennent d'autres arrondissements ou villages au sein du même département, et sont liés à la situation sécuritaire volatile dans le Mayo Sava.



Dans le Mayo Sava, 1 325 des ménages ont pu réintégrer leurs habitations d'origine alors que 20 ménages vivent dans des familles d'accueil.

MAYO-TSANAGA

Ce département accueille **13 802 personnes**, 23% du total régional, principalement dans l'arrondissement de Mokolo et le village de Zileng (1 444 personnes). Ceci montre une **augmentation de 19%** par rapport à la dernière collecte de données. Les retours au Mayo-Tsanaga proviennent des autres arrondissements ou villages situés dans le même département ainsi que du Mayo Sava (9 246



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne

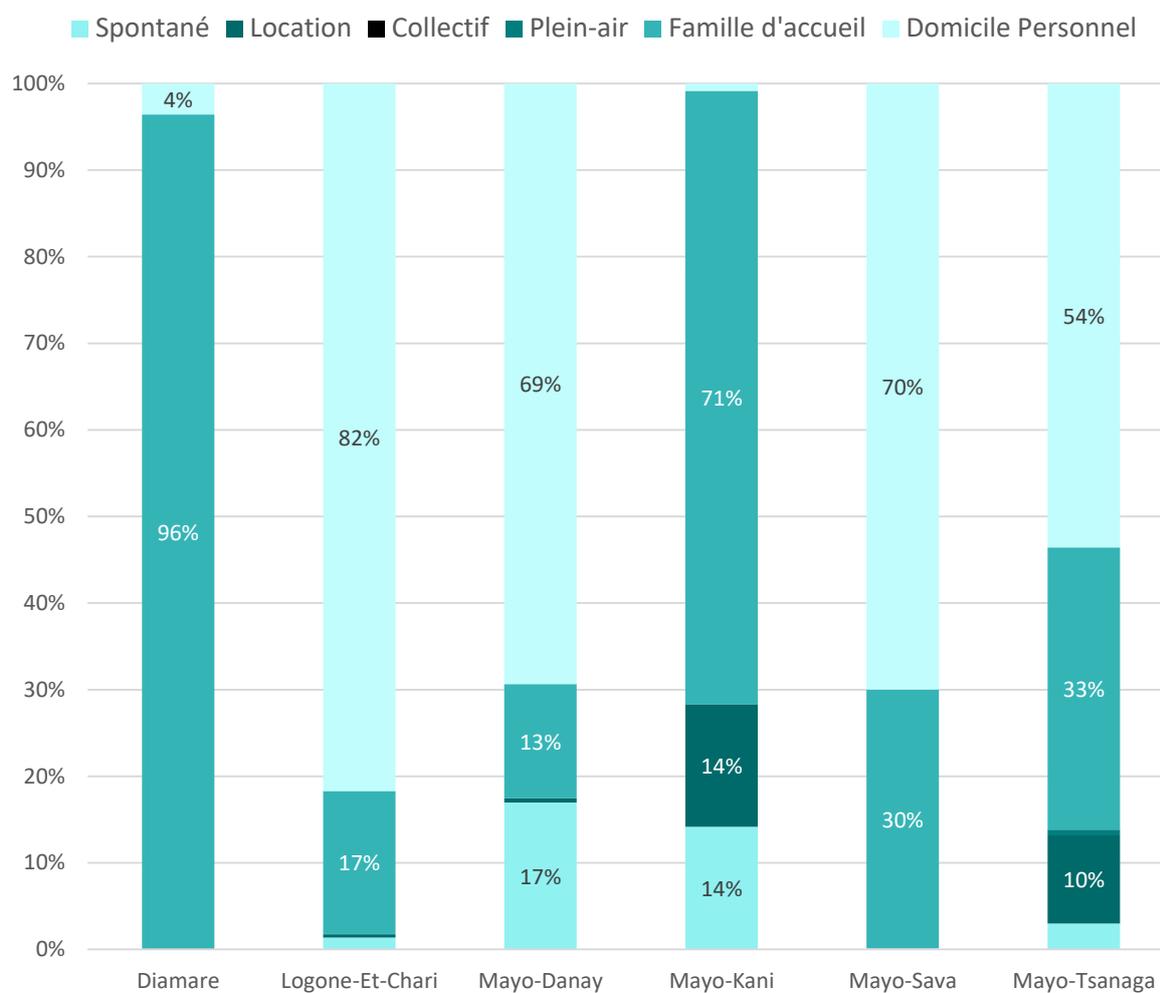


et du Nigeria (4 556). Ces trois types de retour sont tous liés à la perception selon laquelle la situation sécuritaire est devenue plus favorable dans les localités d'origine que dans les lieux de déplacement.



Dans le Mayo Tsanaga, 1 307 ménages vivent dans leurs habitations d'origine, 685 dans des familles d'accueil, 175 dans des maisons en location, 31 dans des sites spontanés, 18 en plein air et 16 dans des centres collectifs.

Types d'abris pour les populations retournées



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



TENDANCES

Les évolutions par rapport aux résultats de la dernière collecte sont expliquées ci-dessus. Cette partie propose une analyse des tendances globales observées au sein des trois populations cibles.

Comme mentionné ci-dessus, on observe une augmentation des trois populations cibles entre le round 7 et 8. Cependant, cette augmentation ne traduit pas forcément une augmentation réelle du nombre de PDI, retournés et retournés réfugiés.¹⁶

Ainsi, pour mieux comprendre les tendances réelles, il faut prendre en compte la différence en termes d'accessibilité entre les rounds.

Effectivement, lors du round 7 (février 2017) 618 villages ont été enquêtés et 41 villages ont été détruits ou sont devenus inaccessibles pour des raisons sécuritaires. Lors du round 8, 674 villages ont été enquêtés. Ces chiffres traduisent une hausse de la couverture de la DTM de 56 villages qu'il est nécessaire de prendre en compte dans cette analyse.

Comme mentionné ci-dessus, l'assouplissement des contraintes sécuritaires de la part du gouvernement ainsi que l'amélioration de la situation sécuritaire dans certaines zones ont permis d'accéder à 6 villages qui étaient inaccessibles lors du round 7. Cependant, d'autres sont devenus inaccessibles lors du round 8 et de fait, la différence entre les villages enquêtés d'un round à l'autre round s'explique par les nouveaux villages enregistrés (56 habités et 4 inhabités).¹⁷

Pour dégager la tendance globale en termes de mouvements et présence des populations cibles, il faut donc prendre la même base que pour le round précédent (sans tenir compte des nouveaux villages). Cette analyse montre :

- Une baisse de 2.5% des PDI (5 475 personnes de moins),
- Une hausse de 6.5% des retours (14 425 personnes de plus, expliqué d'une part par la baisse en nombre de PDI et d'autre part, par les retours depuis l'étranger, notamment de la Centrafrique)
- Une hausse de 0.24% des réfugiés non-enregistrés (547 personnes de plus) sur les 618 villages enquêtés à la fois sur le round 7 et 8.¹⁸

En ce qui concerne les 56 nouveaux villages¹⁹ **9 494 PDI, 167 réfugiés non-enregistrés et 1 319 retournés** ont été observés. Ici, il s'agit donc de personnes qui n'étaient pas prises en compte lors du calcul précédant car ces villages n'étaient pas inclus dans le round 7.

¹⁶ Il est, par ailleurs, contradictoire de parler à la fois d'une augmentation des retours et une augmentation des déplacés.

¹⁷ Voir annexe 3.

¹⁸ Fait qui est cohérent avec les mouvements spontanés des réfugiés vers le Nigeria.

¹⁹ Nous tenons uniquement compte des villages inhabités. Le nombre de 60 villages cité dans l'annexe comprend 4 villages non-habités.

ANALYSE QUALITATIVE

Ce document a été créé afin d'apporter, en complément de l'analyse quantitative proposée par les rapports DTM, une lecture plus qualitative de la situation et des conditions de vie des personnes déplacées. Le but de ces témoignages est de donner un visage humain aux données statistiques présentées tout au long de l'année par l'OIM à travers les rapports DTM. Pour ce faire, nous publions ces récits récoltés par le personnel de l'OIM lorsque celui-ci vient au contact des populations lors de ses exercices de collecte d'information sur les déplacés. Les prénoms et localités cités ont été délibérément modifiés afin de préserver l'anonymat des personnes interrogées.

Rapport DTM Round 8 | Cameroun. Région de l'Extrême-Nord | 8 – 19 mai 2017



« [...] Village de Goubalo, où l'on vivait de la coupe de bois, de l'agriculture et de l'élevage. Un soir alors que nous étions endormis, j'ai entendu des tirs venant de partout, avec des cris et des pleurs. Pris de panique, personne ne savait exactement quoi faire, alors qu'ils avaient entouré le village dans l'intention d'identifier les jeunes et les capturer pour les mettre à mort. Mon mari a été tué, tout comme huit des jeunes hommes du village. Tous ceux qui ont pu s'échapper en brousse comme moi et mon unique enfant, n'ont pas eu le courage de revenir sur nos traces au petit matin. Seuls quelques hommes courageux sont rentrés pour ramasser l'essentiel des affaires. Nous ne savions pas où aller, mais nous faisons route vers les terres non habitables. Nous avons beaucoup de peine à trouver à manger et à boire. Cependant la saison des pluies a commencé et nous étions obligés de nous déplacer de nouveau. Heureusement nous sommes arrivés dans ce village de Bibalougo où les autochtones nous ont bien accueillis. Nos enfants, tout comme avant ces événements, ne vont pas à l'école. Notre village a été divisé et nous gardons des contacts avec certains de nos frères qui sont restés non loin du village. »

« Je m'appelle Rimina Dita, déplacée vivant dans le village de Barale et âgée de 51 ans. Je vis ici avec ma fille, mon fils et mes sept petits enfants depuis décembre 2016, lorsque notre village du nom de Fechu a été attaqué. Nous n'avons pas grand espoir en la vie, mais essayons de joindre les deux bouts au quotidien par la coupe et la revente de bois. Aucun de mes enfants ni petits enfants ne va à l'école, car pour cela il nous faudrait des fournitures scolaires, des vêtements et surtout un minimum de ration alimentaire pour la famille et surtout pour mes enfants qui comme moi meurent de faim. Je suis triste de ne pouvoir rien faire pour eux. »



AU SUJET DE LA DTM

La Matrice de Suivi des Déplacements (DTM) est un système qui suit et évalue les déplacements et la mobilité des populations. Elle est conçue pour capturer, analyser et disséminer régulièrement et systématiquement l'information afin de permettre une meilleure compréhension des mouvements et de l'évolution des besoins des populations déplacées, que ce soit sur les sites ou lors des déplacements. Une gamme variée d'outils et de méthodes de collecte de données sont employées, incluant des évaluations de base et de sites, des enquêtes, de la recherche approfondie, le suivi et l'enregistrement des flux. Plus d'information est disponible à l'adresse www.displacement.iom.int.



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



ANNEXES

- Annexe I: Populations déplacées (tableau)
- Annexe II: Raisons des déplacements (tableau)
- Annexe III: Nouveaux villages recensés (tableau)
- Annexe IV: Variation sur base fixe du Round 7 (tableau)



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



ANNEXE I

POPULATIONS DÉPLACÉES

	DÉPARTEMENTS / ARRONDISSEMENT	PDI's	REFUGIÉS NON- ENREGISTRÉS	RETOURNÉS	TOTAL
	Diamare	5 596	166	241	6 003
1	Dargala	0	0	237	237
2	Gazawa	491	0	0	491
3	Maroua II	741	0	0	741
4	Maroua III	2 259	0	0	2 259
5	Meri	75	0	0	75
6	Pette	2 030	166	4	2 200
	Logone-Et-Chari	118 336	28 773	25 990	173 099
7	Blangoua	7 309	1 234	576	9 119
8	Darak	2 468	1 174	429	4 071
9	Fotokol	18 591	5 082	7 637	31 310
10	Goulfey	2 704	0	0	2 704
11	Hile-Alifa	3 279	0	3 093	6 372
12	Kousseri	19 610	41	6	19 657
13	Logone-Birni	12 077	1 724	40	13 841
14	Makary	42 873	15 477	7 396	65 746
15	Waza	3 667	4 041	2 916	10 624
16	Zina	5 758	0	3 897	9 655
	Mayo-Danay	10 073	143	5 096	15 312
17	Gobo	1 301	133	62	1 496
18	Gueme	1 618	0	425	2 043
19	Guere	227	0	963	1 190
20	Kai-Kai	582	10	3 646	4 238
21	Maga	5 217	0	0	5 217
22	Yagoua	1 128	0	0	1 128
	Mayo-Kani	246	11	633	890
23	Guidiguis	0	0	48	48
24	Kaele	182	0	0	182
25	Mindif	0	9	39	48
26	Moulvoudaye	0	0	543	543
27	Moutourwa	64	2	3	69
	Mayo-Sava	56 865	204	12 265	69 334
28	Kolofata	11 841	204	4 610	16 655
29	Mora	43 143	0	7 655	50 798
30	Tokombere	1 881	0	0	1 881
	Mayo-Tsanaga	37 327	3 162	13 802	54 291



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



31	Bourha	115	90	1 566	1 771
32	Hina	645	0	289	934
33	Koza	17 677	0	0	17 677
34	Mogode	0	2 319	797	3 116
35	Mokolo	8 306	201	6 055	14 562
36	Mozogo	8 760	552	4 744	14 056
37	Soulede-Roua	1 824	0	351	2 175
TOTAL		228 443	32 459	58 027	318 929



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



ANNEXE II

RAISONS DES DÉPLACEMENTS

	DEPARTEMENT	CONFLICT		NATURAL DISASTER		OTHER		TOTAL	
		#	%	#	%	#	%	#	%
	Diamare	5 764	96%	0	0.00%	239	0.04%	6 003	100%
1	Dargala	0	0.00%	0	0.00%	237	4.00%	237	4.00%
2	Gazawa	491	8.00%	0	0.00%	0	0.00%	491	8.00%
3	Maroua II	741	12.0%	0	0.00%	0	0.00%	741	12.0%
4	Maroua III	2 259	38.0%	0	0.00%	0	0.00%	2 259	38.0%
5	Meri	75	1.00%	0	0.00%	0	0.00%	75	1.00%
6	Pette	2 198	37.0%	0	0.00%	2	0.00%	2 200	37.0%
	Logone-Et-Chari	161 359	93.2%	11 528	6.7%	212	0.1%	173 099	100%
7	Blangoua	7 301	4.20%	1 818	1.00%	0	0.00%	9 119	5.20%
8	Darak	3 859	2.00%	0	0.00%	212	0.10%	4 071	2.10%
9	Fotokol	31 310	18.0%	0	0.00%	0	0.00%	31 310	18.0%
10	Goulfey	2 704	2.00%	0	0.00%	0	0.00%	2 704	2.00%
11	Hile-Alifa	6 372	4.00%	0	0.00%	0	0.00%	6 372	4.00%
12	Kousseri	19 657	11.0%	0	0.00%	0	0.00%	19 657	11.0%
13	Logone-Birni	13 841	8.00%	0	0.00%	0	0.00%	13 841	8.00%
14	Makary	65 691	38.0%	55	0.02%	0	0.00%	65 746	38.2%
15	Waza	10 624	6.00%	0	0.00%	0	0.00%	10 624	6.00%
16	Zina	0	0.00%	9 655	5.5%	0	0.00%	9 655	5.5%
	Mayo-Danay	157	1%	14 937	97.5%	218	1.5%	15 312	100%
17	Gobo	157	1.00%	1 197	7.80%	142	0.99%	1 496	9.7%
18	Gueme	0	0.00%	2 043	13.3%	0	0.00%	2 043	13.0%
19	Guere	0	0.00%	1 190	7.80%	0	0.00%	1 190	7.80%
20	Kai-Kai	0	0.00%	4 228	27.6%	10	0.07%	4 238	28%
21	Maga	0	0.00%	5 217	34.0%	0	0.00%	5 217	34.0%
22	Yagoua	0	0.00%	1 062	7.00%	66	0.44%	1 128	7.50%
	Mayo-Kani	834	94%	0	0.00%	56	6%	890	100%
23	Guidiguis	0	0.00%	0	0.00%	48	5.00%	48	5.00%
24	Kaele	182	20.5%	0	0.00%	0	0.00%	182	20.5%
25	Mindif	40	4.00%	0	0.00%	8	1.00%	48	5.00%
26	Moulvoudaye	543	61.5%	0	0.00%	0	0.00%	543	61.5%
27	Moutourwa	69	8.00%	0	0.00%	0	0.00%	69	8.00%
	Mayo-Sava	69 198	99.8%	0	0.00%	136	0.02%	69 334	100%
28	Kolofata	16 519	24.1%	0	0.00%	136	0.02%	16 655	24.3%
29	Mora	50 798	73.0%	0	0.00%	0	0.00%	50 798	73.0%
30	Tokombere	1 881	2.7%	0	0.00%	0	0.00%	1 881	2.7%
	Mayo-Tsanaga	54 291	100%	0	0.00%	0	0.00%	54 291	100%



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



31	Bourha	1 771	3.00%	0	0.00%	0	0.00%	1 771	3.00%
32	Hina	934	2.00%	0	0.00%	0	0.00%	934	2.00%
33	Koza	17 677	33.0%	0	0.00%	0	0.00%	17 677	33.0%
34	Mogode	3 116	6.00%	0	0.00%	0	0.00%	3 116	6.00%
35	Mokolo	14 562	26.5%	0	0.00%	0	0.00%	14 562	26.5%
36	Mozogo	14 056	25.5%	0	0.00%	0	0.00%	14 056	25.5%
37	Soulede-Roua	2 175	4.00%	0	0.00%	0	0.00%	2 175	4.00%



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



ANNEXE III

NOUVEAUX VILLAGES RECENCÉS

	Arrondissement	Village	PDIs	Foyer PDIs	Réfugiés	Foyers Réfugiés	Retournés	Foyers Retournés
1	Fotokol	BIDEINE	70	30	0	0	0	0
2	Fotokol	GOLMO ARABE	97	10	38	5	0	5
3	Fotokol	GOLMO KOTOKO	35	15	80	25	0	25
4	Fotokol	HÀÏGAYO	440	55	0	0	0	0
5	Fotokol	MAGADI 1	0	0	315	39	0	39
6	Fotokol	MAGADI 2	144	18	96	12	0	12
7	Fotokol	MALMADJA	0	0	0	0	0	0
8	Fotokol	ROUNDE	150	36	310	99	0	99
9	Logone-Birni	AMALGOCH	98	34	0	0	0	0
10	Logone-Birni	AMREF	150	70	0	0	0	0
11	Logone-Birni	ANGOCH	150	30	0	0	0	0
12	Logone-Birni	DEIMA	205	53	0	0	0	0
13	Logone-Birni	DOUGOUMBRA	100	12	0	0	0	0
14	Logone-Birni	GALESS	150	52	0	0	0	0
15	Logone-Birni	GUESH	130	17	0	0	0	0
16	Logone-Birni	HINALE	150	18	0	0	0	0
17	Logone-Birni	HOUNANGARE	100	22	0	0	0	0
18	Logone-Birni	HOUNDOUK	500	100	0	0	0	0
19	Logone-Birni	KOMA	0	0	0	0	0	0
20	Logone-Birni	MACHOKA	45	15	0	0	0	0
21	Logone-Birni	MADEF	25	4	0	0	0	0
22	Logone-Birni	MAHANA	120	16	0	0	0	0
23	Logone-Birni	NDJAMENA	0	0	100	12	0	12
24	Logone-Birni	NDOM	48	6	168	21	0	21
25	Logone-Birni	NGOYKOKA	150	35	0	0	0	0
26	Logone-Birni	TABOYE	656	82	212	25	0	25
27	Makary	ABOKI	100	25	0	0	15	0
28	Makary	ABOUDANGALA	225	45	0	0	0	0
29	Makary	ABOUSOULTAN	45	6	0	0	0	0
30	Makary	ALMITERAP	42	6	0	0	0	0
31	Makary	AMSAMKA	102	11	0	0	0	0
32	Makary	AMSAOURA	27	5	0	0	0	0
33	Makary	AMSOUFA	48	6	0	0	0	0
34	Makary	AMTCHIKO	43	6	0	0	0	0
35	Makary	ARDEBE	87	13	0	0	0	0
36	Makary	BIANG	25	2	0	0	0	0
37	Makary	BILLI	0	0	0	0	0	0
38	Makary	BOMBOYO	48	6	0	0	0	0



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



39	Makary	CHAIBOU	92	15	0	0	0	0
40	Makary	DARSALAM	32	6	0	0	0	0
41	Makary	FADJE ADOUM	70	13	0	0	0	0
42	Makary	GAWAWA	175	35	0	0	0	0
43	Makary	GOLGOLO	41	6	0	0	0	0
44	Makary	HABOBA	47	6	0	0	0	0
45	Makary	MELEKI	36	6	0	0	0	0
46	Makary	MERAHA	110	13	0	0	0	0
47	Makary	MINA	21	3	0	0	0	0
48	Makary	MIREMIE	80	16	0	0	0	0
49	Makary	MOUGRAN	35	6	0	0	0	0
50	Makary	NAÏRA	170	25	0	0	0	0
51	Makary	NGAME	41	6	0	0	0	0
52	Makary	NGOUSSIRE	63	9	0	0	0	0
53	Makary	SOURDJIE	45	6	0	0	0	0
54	Makary	TCHABOUTE	51	6	0	0	0	0
55	Makary	TREBOULO 1	23	6	0	0	0	0
56	Makary	TREBOULO 2	40	6	0	0	0	0
57	Mindif	YAKANG	0	0	0	0	13	0
58	Kolofata	KERAWA	2806	349	0	0	139	0
59	Kolofata	MALLOUMRIA	0	0	0	0	0	0
60	Koza	MAWA	1011	109	0	0	0	0



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



ANNEXE IV

VARIATION SUR BASE FIXE DU ROUND 7

	DÉPARTEMENTS	VARIATION PDIs	VARIATION RÉFUGIÉS NON-ENREGISTRÉS	VARIATION RETOURNÉS
	Diamare	106	-102	-172
1	Dargala	0	0	-106
2	Gazawa	10	0	-26
3	Maroua II	0	0	0
4	Maroua III	0	0	0
5	Meri	75	0	-40
6	Pette	21	-102	0
	Logone-Et-Chari	-1 634	723	8 058
7	Blangoua	-255	-27	17
8	Darak	84	13	212
9	Fotokol	-1 045	-816	7 337
10	Goulfey	-912	0	0
11	Hile-Alifa	-669	0	313
12	Kousseri	-24	9	0
13	Logone-Birni	-559	-95	-30
14	Makary	371	1 655	189
15	Waza	941	-16	20
16	Zina	434	0	0
	Mayo-Danay	-2 167	-63	2 114
17	Gobo	16	4	12
18	Gueme	0	0	5
19	Guere	0	0	-12
20	Kai-Kai	-761	-67	2 109
21	Maga	-1 487	0	0
22	Yagoua	65	0	0
	Mayo-Kani	-38	9	-28
23	Guidiguis	0	0	-40
24	Kaele	7	0	0
25	Mindif	-45	9	-31
26	Moulvoudaye	0	0	43
27	Moutourwa	0	0	0
	Mayo-Sava	-2 876	204	2 275
28	Kolofata	2 165	204	313
29	Mora	-4 987	0	1 962
30	Tokombere	-54	0	0
	Mayo-Tsanaga	1 134	-224	2 178



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



31	Bourha	0	-40	-118
32	Hina	0	0	3
33	Koza	379	0	0
34	Mogode	0	-429	-150
35	Mokolo	806	185	2 092
36	Mozogo	-243	60	359
37	Soulede-Roua	192	0	-8
	Total	-5 475	547	14 425



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne

